combat breton

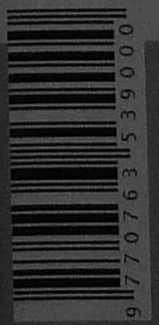
Kazetenn Emgann
www.emgann.org

Niv. 210-211
Miz Even 2003
3,50 euro

ENVIRONNEMENT : LA MARÉE ETAIT EN NOIR

Bienvenue dans notre pipe-line
lire p. 9

Developpement durable
lire p. 10



Liberté pour les prisonniers politiques
Manifestation le 4 août à Lorient

emgann, pourquoi ?

Force est de constater qu'il existe en Bretagne, et ce malgré cinq siècles d'occupation et ce malgré une farouche volonté de l'état français de nier jusqu'à notre existence, un peuple breton.

Ce peuple est privé de ses droits démocratiques (en niant le droit à l'unité territoriale, le droit à parler sa langue, en occultant son histoire spécifique, en niant officiellement l'existence de notre peuple, en ne respectant pas son environnement...) et de ses droits nationaux (droit à s'administrer soi-même, droit à être représenté au plan international...).

A l'heure où plus que jamais les peuples subissent de plein fouet les effets du capitalisme le plus sauvage, nous réaffirmons la nécessité de construire, basée sur le partage des richesses, la justice sociale, la satisfaction des besoins réels de chacun et la solidarité internationale : **en clair une vraie démocratie de proximité en Bretagne**.

L'indépendance permettra au peuple breton de prendre en main son destin et garantira ses droits.

Le **socialisme** permettra au peuple breton de construire des rapports sociaux non basés sur la domination et l'exploitation.

C'est ce pourquoi **Emgann** (Mouvement de la gauche indépendantiste) lutte.

Dans ce cadre, **Emgann** (Mouvement de la gauche indépendantiste) contribuera, impulsera et participera à toutes les initiatives visant :

- à construire un pouvoir politique breton,
- à éveiller la conscience nationale du peuple breton,
- à satisfaire les besoins les plus immédiats des classes les plus défavorisées,
- à construire des liens, des échanges et des rapports économiques équitables et solidaires avec tous les peuples du monde en lutte pour la reconnaissance de leurs droits.

combat breton / kazetenn emgann
Strollad an tu kleiz evit Breizh dieu
BP 70215 - 22202 Gwengamp Cedex. www.emgann.org
Rener ar gazetenn : Denez Riou
Pennskrivagner : Ronan Menardeau
bizskrivañ ha maketennañ gant Combat Breton
Moulladur : Imprimerie de Guingamp - Gwengamp
Embannet bep miz. CPPAP / N° 65664, ISSN : 07635392
Pep skrivagner zo kiriek d'e skridoù
Ya d'ar brezhoneg

Adresses des prisonniers politiques bretons

Alain SOLE
905131. 2/260
MAH
Allée des Thuyas
94705 Fresnes Cedex

Kristian GEORGEAULT
276 024 - A 235
42, rue de la Santé
75674 Paris Cedex 14

Paskal LAIZE
274 740 D2 / 247
42, rue de la Santé
75674 Paris Cedex 14

Gaël ROBLIN
273 196 - 1 / 235
42, rue de la Santé
75674 Paris Cedex 14

Stéphane PHILIPPE
317 768 A D101 Bât. D2
7 avenue des Peupliers
91705 Fleury Merogis Cedex 14

Jérôme BOUTHIER
278 896
42 rue de la Santé
75674 Paris Cedex 14

adkoumanant - koumanant : *réabonnement - abonnement*

❑ **30 euro** ar bloaz
30 euros par an

❑ Skoazell : **38 euro** da vihanañ
*Soutien : **38 euros** minimum*

Anv/*Nom* .....

Raganv/*Prénom* .....

Chomlec'h/*Adresse* .....

.....

Da gas da/*A envoyer à* : **EMGANN. BP 70215 - 22202 GWENGAMP CEDEX**
Chekenn war anv Combat Breton - *Chèques à l'ordre de Combat Breton*

pennad-stur

Panneaux en breton : un militant condamné à Lorient.

Le Tribunal Correctionnel français de Lorient a condamné le lundi 28 juin 2003 un jeune Vannetais, Herve Bossard, poursuivi pour une action de "blackage" de panneaux routiers monolingues... Son permis de conduire est suspendu pour un an, dont quatre mois avec sursis. Il devra payer 254,85 euros au Département du Mor-Bihan et 500 euros au titre des frais irrépétibles (c'est-à-dire les frais d'avocat de son adversaire).

Les demandes de l'Etat Français (Direction Départementale de l'Equipement) ne peuvent pour l'instant donner lieu à décision, car elles sont trop imprécises. Elles seront examinées en octobre prochain.

Une bonne vingtaine de personnes étaient venues apporter leur soutien au militant poursuivi et prendre connaissance du jugement.

La fête oui, la lutte aussi

Voila l'été. Malgré les vacances, la lutte ne s'arrête pas. En particulier pour les prisonniers politiques bretons, qui ne risquent pas de bénéficier d'une grâce royale. A propos du souverain républicain, où sont-ils tous les grands démocrates qui, il y a un an, nous ont vendu Chirac comme le nouvel ange blanc ? Ceux qui nous ont traités de fascistes, tels les Tri Yann, parce que nous n'appelions à voter ni Chirac ni Le Pen ? Ils sont sans doute à manifester pour José Bové...

La Bretagne, quant à elle, est doublement touchée par cette politique. Socialement et économiquement, bien sûr. Mais aussi de par sa qualité de nation périphérique. La langue bretonne est, elle aussi, à nouveau attaquée sans ménagement.

On est passé d'une version soft du libéralisme national-républicain à une version hard. Plus que jamais, la nécessité s'impose d'un mouvement politique breton puissant et autonome, aux actions et aux projets novateurs, décomplexé et attirant pour une large partie de la population.

Ra kendalc'ho ar stourm, hag e vimp trec'h !

E.B

210-211

sommaire

p 4 : An Here, moisson catastrophique
p 5 : SLB, prest evit bezañ trec'h
p 6 : Coop Breizh, canal pas historique
p 7-8 : Décentralisation
p 9 : Pavillons noirs
p 10-11 : Développement durable
p 12-13 : Les hérétiques
p 14-15 : Prizonidi
p 16-19 : Impérialisme français
p 20-21 : On achève bien les Tchétchènes
p 22 : Etrebroadel
p 23-25 : Sevenadur
p 26 : Deiziataer

éditorial

AN HERE, MOISSON CATASTROPHIQUE

Les éditions An Here sont au bord du gouffre, alors qu'elles semblaient plutôt en bonne santé. Combat Breton publie ci-dessous le communiqué bilingue des salariés licenciés par l'assocation.

Kemennadenn a-berzh al labourerien dic'hopret e ti-embann An Here

Gant embannadurioù An Here eo bet dic'hopret an darn vrasañ eus an implijidi.

Fellout a ra deomp, implijidi, lakaat hor mouezh da vezañ klevet ha sevel goulennoù.

Klevet hon eus anv eus hon dic'hoprañ e miz Ebrel diwezhañ. Stad fall armerzh an ti eo an abeg zo bet roet deomp evit hon dic'hoprañ. Betek miz Ebrel ne oa ket bet lavaret deomp e oa diyac'h kontoù an ti koulskoude. Hag abaoe n'eus bet roet sifr ebet deomp na gant a[illegible]rezh na gant burev ar gevredigezh ha ar embannadurioù An Here.

Diwar ho goulennoù en doa asantet burev ar gevredigezh degemer ac'hanomp e miz Mae (miz warlerc'h ma vijemp [illegible] dic'hopret). Hogen ne oa bet roet sifr ebet deomp. Ha ne oa bet respont ebet pe dost d'hor goulennoù.

Abaoe pegeit amzer ez eus diaesterioù arc'hant gant an ti ? Petra zo kaoz ? Petra zo bet graet evit talañ ouzh an diaesterioù-se, a-raok soñjal lakaat tud er-maez ?

Brav eo tamall ar strollegezhioù lec'hel na skoazellont ket a-walc'h an embann e brezhoneg. Met petra zo bet graet gant ar renerezh ha gant burev ar gevredigezh evit gwarezañ an implijoù ? N'eus ket bloaz zo e oa bet digoret war an ton bras burevioù nevez gant An Here e Plougastell. Da neuze e oa brav stad ar c'hontoù moarvat. Bloaz war-lerc'h eo skarzhet an darn vrasañ eus an dud, paouezet gant an embann levrioù ha dispennet unan eus binvioù efedusañ an embann e brezhoneg.

Ha ni, implijidi, hon eus poagnet e-pad bloavezhioù da gas ar brezhoneg war-raok, n'hon eus gwir ebet da c'houzout perak, gwir ebet da gaout un tamm sell ouzh kontoù an ti digant hon implijer.

Communiqué des salariés licenciés des éditions An Here

Les éditions An Here ont procédé au licenciement économique de la plus grande partie de leurs salariés.

Les salariés licenciés soussignés souhaitent faire entendre leur voix et poser un certain nombre de questions.

Nous avons appris notre licenciement en avril. Des "difficultés économiques" seraient à l'origine de ce licenciement. Jusqu'en avril 2003 pourtant, nous n'avions pas eu connaissance de telles difficultés. Et depuis, aucun chiffre ne nous a été fourni, ni par la direction, ni par le bureau de l'association An Here.

Suite à notre demande, nous avons été reçus par le bureau de l'association à la fin du mois de mai (plus d'un mois après avoir été licenciés). Mais lors de ce rendez-vous, nous n'avons eu connaissance d'aucun chiffre. Et nous n'avons eu aucune réponse précise à nos questions.

Depuis quand la maison d'éditions connaît-elle des difficultés économiques ? A quoi sont-elles dues ? Quelles mesures ont été prises pour parer à ces difficultés avant d'envisager un licenciement économique ?

Il est facile d'accuser les collectivités locales qui ne soutiennent pas suffisamment l'édition en breton. Mais qu'a fait la direction et le bureau de l'association pour sauvegarder les emplois ? Il y a un an, les éditions An Here inauguraient en grandes pompes leurs nouveaux locaux à Plougastell. A l'époque, sans doute, il n'y avait pas de difficultés économiques. Un an plus tard la majorité des salariés sont licenciés, l'édition d'ouvrages est stoppée, et l'un des outils les plus efficaces en matière d'édition en breton est sabordé.

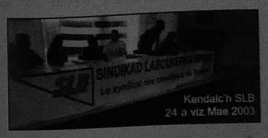
Et nous, employés, qui avons contribué pendant des années à l'élaboration de cet outil de travail et à la promotion de la langue bretonne, nous n'avons pas le droit de savoir pourquoi nous en sommes là aujourd'hui, nous n'avons aucun droit de regard sur la gestion de notre entreprise.

Beltram Deléon, Thierry Fohanno, Herve Géréec, Iwan Kadored, Hélène Martinez implijidi dic'hopret gant An Here

Contactée par Combat Breton, la direction d'An Here n'a pas souhaité s'exprimer sur ce dossier, et nous a demandé d'attendre la conférence de presse qu'elle donnera.

SLB : PREST EVIT BEZAÑ TREC'H

Burev SLB zo bet dilennet e-pad ar c'hendalc'h bet aozet e Karaez e dibenn miz Mae. Sindikalourien a vroioù all zo deuet ivez da ziskouez e oant kengred gant stourm sokial Breizh.



Kendalc'h SLB 24 a viz Mae 2003

Penaos eo tremenet kendalc'h SLB bet aozet e Karaez d'ar 24 a viz Mae?

Mat-tre, ar c'hendalc'h diazez e oa, betek-henn hon doa savet framm-où da c'hortoz. Bremañ zo bet dilennet ur burev 5 den: Dominig JOLIVED-KLEC'H, sekretour; Florence KORBIG, teñzorerez; David DERRIEN, kenurzhier; Jisket DRENEUC, e-karg an darempred etrebroadel ha Juliette AGUETTAZ, e-karg ar brudiñ. Saludomp Pêr FOLGALVEZ a oa kenurzhier abaoe krouidigezh ar sindikad hag a chomo oberiant en Unvaniezh SLB Kernev-Uhel.

Ha frouezhus eo bet an eskemmoù gant an dilennidi o tont eus broioù all?

Deuet e oa dileuridi eus ar sindikadoù LAB, Bro Euskal hag UGTG, Gwadloup. Reoù STC, Korsika n'o doa ket gallet dont abalamour d'ar stourmoù sokial, bet omp ni abaoe e Korsika, e miz Even da geñver kendalc'h STC e-lec'h ma oa ivez dileuridi eus LAB, USTKE, Kanaki ha CSC, Broioù Katalan. Emaomp e soñj sevel ur genurzhierezh Sindikadoù ar broioù sujet d'ar stad c'hall a-benn efedusaat hon stourm ouzh ar lezennoù gall a vir ouzhimp a gavout an hevelep gwirioù hag ar sindikadoù gall. Kalz a gentelioù a c'hallomp tennañ an eil digant egile ha kenskoazell a vo etrezomp muioc'h-mui.

Meur a wech ho peus komzet eus lezenn Perben. Petra eo danvez al lezenn-se, ha petra vo graet ganeoc'h evit stourm a-enep?

E gwirionez zo anv eus ar lezenn a ver ar sindikadoù er stad c'hall. Ar lezenn-se a oa bet savet e 1946 hag a anaveze 3 sindikad: CGT, CFTC ha CGC. Unan eus ar c'hriterioù da vezañ degemeret e oa o emzalc'h e-pad ar brezel, ar c'hriter-se zo anezhañ c'hoazh. Abaoe eo bet anavezet CGT-FO, un troc'h eus CGT ha CFDT, un troc'h eus CFTC. Setu bremañ 5 sindikad ofisiel gant an holl wirioù. Ar re all a rank stourm alies a-benn gallout en em ginnig en dilennadeg. A-wezhioù e vezont aotreet, a-wezhioù all ne vezont ket. Da skouer hon doa kinniget ur roll evit dilennadeg implijidi an deskadurezh-stad a-gevret gant SOE, Okitania; LAB hag STC. Nac'het eo bet. Direizh eo bet kavet ar lezenn-se gant bodad sokial Aozadur ar Broadoù Unanet. Bet omp e darempred gant un toullad deputeed war ar c'hraf-se ha derc'hel a raimp da stourm a-benn demokratelaat ar lezenn-se.

Er mare-mañ ez eus ur bern tud o vanifestiñ pe oc'hober harz-labour a-enep da raktresoù ar gouarnamant. Petra eo savboent SLB diwar-benn an afer-se, o c'houzout ez eus daou stourm disheñvel : an hini kentañ e keñver al leveoù, an eil e keñver an "digreizennañ"?

Abaoe ar penn-kentañ hon eus galvet d'an harz-labour ha da vanifestiñ a-enep da raktres ar gouarnamant war ar retredoù. Ar raktres-se zo fall-put : labourat pelloc'h evit retredoù izeloc'h. Marteze e ve ret d'an implijidi skodenniñ un tammig muioc'h e stumm ar leveoù klokaet dre ret evel ma ra ar sternidi ha n'eo ket preniñ lodennoù e embregerezhioù-leveoù evel ma vez graet e Stadoù Unanet Amerika. An argant-se, ouzhpenn, a vez lakaet e embregerezhioù all a zic'hopr tud a-benn gonit muioc'h atav. Setu implijidi e sikour skarzhiñ implijidi all. Dreist-holl e ve ret d'an implijerien veur skodenniñ kalz muioc'h, n'eo ket reizh e kreskfe atav gonidoù an embregerezhioù bras ha goproù o renerien. Eus tu an arme ivez, zo kalz argant da espern. Da betra a servijo an eil lestr-spluj nukleel?

Evit pezh a sell an digreizenniñ, n'omp ket a-du gant ar raktres evel m'emañ dre ma n'eo ket sklaer a-walc'h, war an argantaouiñ, da skouer. Met kement galloud tostaet ouzh an divizoù er vro zo un dra vat. Implijidi nann-kelenn ar skolioù zo meret gant ar c'humunioù ha mat ez a an traoù dre vras, reoù ar skolajoù hag ar liseoù zo gant ar stad ha kalz a gudennoù a sav: niver, statud... Aesoc'h eo stourm ivez pa vez ar galloud tost. Unan eus hon palioù zo derc'hel ar Vretoned a fell dezho er vro ha skoazelliñ ar Vretoned a fell dezho da zistroiñ da Vreizh. Da geñver strategiezh, ouzhpenn, e oa ur fazi bras meskiñ an daou dra: retredoù ha digreizenniñ. Anat e oa e kulfe ar gouarnamant war an digreizenniñ hag e chomfe start war ar retredoù. Ret e vije bet chom holl unanet evit ar retredoù a-benn lakaat ar gouarnamant da blegiñ.

Peseurt raktresoù a zo gant SLB a-benn an distro-skol?

Tuta, sevel kevrennoù en embregerezhioù ha melestraduriou, trawalc'h eo bezañ 2 en un embregerezh pe melestradur evit sevel ur gevrenn. Kreskiñ, bezañ e pep lec'h a-benn poueziñ war an divizoù gant hon diazezoù evit ur gevredigezh reishoc'h.

SLB
Ti ar vro
Plasenn Gwirioù Mab-Den
29270 Karaez
06 73 51 06 23
www.slb-bzh.org

COOP BREIZH, CANAL PAS HISTORIQUE

Après 25 ans de bons et loyaux services, le magasin Coop Breizh de Rennes, s'il en a gardé l'enseigne, semble en avoir perdu l'esprit. Finis les livre, vive la quincaillerie celtique. Tour du propriétaire, et état des lieux.

Créée il y a plus de 25 ans, la librairie Coop Breizh de Rennes a été vendue, avec ses deux salariés, à la société Seba, autrement dit : Reynald Sécher, en décembre 2001. Reynald Sécher possède, en outre, les deux magasins Celtitude, l'un à Arzon, l'autre à Saint Brieuc. A cela, il faut rajouter le "Musée de la chouannnerie et des guerres de l'ouest" à Plouharnel, musée dont le moins que l'on puisse dire est qu'il véhicule un parti pris manichéen concernant la période révolutionnaire en Bretagne, très éloigné d'une vision scientifique de l'Histoire.

On nettoie les rayonnages

Dès lors qu'il fit l'acquisition de ce magasin, Reynald Sécher a fait le ménage. Exit les deux salariés (l'un au bout de six mois, l'autre au bout d'un an) aux convictions trop bretonnes à son goût. Exit aussi la boîte Skazell Vreizh et les périodiques jugés trop engagés : No Pasaran, le Huchier et Kabata. Sont encore tolérés, mais mis de cachés : Combat Breton, Le Peuple Breton et Bretagne Hebdo. Nouveau venu dans les rayons, War-Raok, le journal du mouvement d'extrême droite Adsav. Interdit de séjour quand il restait encore les deux salariés issus de la Coop Breizh, ce journal figure maintenant en bonne place dans la boutique. Ironie du sort, la dernière salariée de la Coop Breizh a été virée pour faute grave : elle avait acceptée un paquet de tracts de No Pasaran, laissés à disposition de la clientèle. Scandaleux pour Reynald Sécher, qui l'a accusée de faire de la politique. Il faut croire que pour lui, War-Raok est un journal "apolitique"... Exit aussi la signalétique bilingue du magasin. Les affiches de festoû-noz, refusées dans un premier temps, sont finalement tolérées. Exit les drapeaux bretons fait en Bretagne au profit de ceux fabriqués dans le Sud-Est asiatique : qualité exécrable, mais deux fois moins chers à l'achat. La rumeur qui court, prétendant que ces drapeaux proviennent du travail des enfants, n'a jamais pu être démentie par l'importateur. Lesquels drapeaux sont vendus à la clientèle à un prix sensiblement égal à ceux fabriqués en Bretagne, ce qui implique un coefficient avoisinant 4 au lieu de 2 ou 2,5. Refusé, aussi, le calendrier Diwan. La boîte Diwan ? D'abord refusée avant d'être acceptée, sans doute sous pression de la clientèle. La Bretagne à 5 départements ? Il faut être réaliste, la région Bretagne à 4 départements existe bel et bien, on ne peut y échapper. C'est ainsi que la société Seba a commercialisé la première version du monopoly breton, le livre "Bretagne, dictionnaire guide du patrimoine" aux éditions du patrimoine, etc.

Coop Breizh-Seba à Rennes

La culture bretonne, c'est du yaourt

Sous prétexte de "yoghourtiser" (sic) la culture bretonne, la place du livre est passée de 80% du stock à 16%, le tout au profit de figurines très heroic fantasy, de bagues à fleur de lys, etc. Bref, on est très loin de ce qu'avait été la Coop Breizh pendant ces 25 ans. Un constat s'impose : il n'y a plus de librairie spécialisée "Bretagne" sur la place de Rennes. Quand on sait que c'était de loin le magasin qui avait le record de ventes de livres en breton (Rennes, ville universitaire), on peut rester perplexe. Perplexe aussi quant à l'enseigne du magasin. Pourquoi s'appelle-t-il toujours Coop Breizh ? Au moment de la vente du magasin, y a-t-il eu des négociations, un cahier des charges imposé par la Coop Breizh pour conserver l'enseigne ? Si oui, qu'attend la Coop Breizh pour intervenir ? Il y a eu assez de courriers et d'interventions dans ce sens. Quels sont les intérêts de la Coop Breizh pour maintenir encore une enseigne qui cache un leurre ? Que veut dissimuler Reynald Sécher pour ne pas afficher publiquement sa propre enseigne : Celtitude ? Serait-ce parce qu'il est actionnaire (et pas le moindre) de Coop Breizh ? Ou alors parce que ses éditions ERS (qui publie les bandes dessinées "Histoire de la Bretagne", "Histoire de la France", etc) sont diffusées par la Coop Breizh ? Serait-ce à cause de ses convergences de vue politiques avec Yvonig Gicquel (ultralibéralisme et droite traditionaliste, pour ne pas dire plus) ? On sait que la Coop Breizh, contrairement à la MAIF, se défend d'être une entreprise militante (cf. Combat Breton n° 197), mais tout de même, encore un peu bretonne, non ?

Quoi qu'il en soit, l'actuel directeur, Michel Bescond, une fois le sale travail accompli (licenciement de deux salariés, dont l'un est un des deux cofondateurs de la diffusion et vente du magasin de Rennes), a démissionné après un an et demi d'exercice. Il s'en est retourné à Penharz, satisfait de son dur labeur, et fredonnant "I'm a poor lonesome Coop Breizh boy".

Gwennael Abgast

NON À LA DÉCENTRALISATION. OUI À L'AUTODÉTERMINATION.

En parallèle à des revendications sociales légitimes, se met en place, dans l'Education " nationale " publique, une revendication contre la réforme dite de décentralisation.

Une décentralisation qui n'en est pas une

Bien sûr, le projet Raffarin de prétendue décentralisation est condamnable car il n'en est pas un. Il ne s'agit pour les promoteurs du projet, que d'un simple transfert de charges afin de permettre à l'Etat de faire des économies en transférant des compétences aux régions administratives et aux départements sans leur donner les moyens nécessaires… et de permettre à quelques petits barons politiciens de se constituer ou de renforcer leur baronnie. Elle ne remet rien en cause quant à l'organisation administrative, démocratique et de l'aménagement territorial, ni, évidemment, à la possibilité de statut particulier comme nous le demandons en Bretagne. Au contraire, elle renforce le pouvoir des départements et des notables locaux condamnant ainsi l'idée de pays et ne réduisant pas les problèmes de compétences fiscales. Si en Europe, il est en moyenne de 4 (pays, régions, Etat et Europe), il est de 7 dans l'Hexagone.

France : l'égalité pour discours et l'inégalité pour principe

Ce chiffon rouge de la décentralisation est manié par des organisations au nom de l'égalité sociale entre les territoires et les individus. Toute décentralisation ne serait, selon eux, qu'une des faces du libéralisme afin d'introduire l'inégalité qui, comme tout le monde le sait, n'existe pas dans le plus égalitaire et le plus social des systèmes qui existe, le système républicain français.

Pourtant, n'est-ce pas Paris qui concentre 75 % des subventions de fonctionnement du ministère de la culture ? N'est-ce pas l'Ile de France qui concentre 52 % des dépenses intérieures de recherche et de développement technologique des entreprises ? N'est-ce pas l'Ile de France qui avec seulement 2% du territoire et 19 % de la population hexagonal, concentre 29 % du PIB et 50 % du recouvrement de la TVA ? N'est-ce pas dans l'Ile de France que le PIB par habitant est de 54 % supérieur à celui des habitants du reste de l'hexagone? Rappelons en comparaison que la région administrative Bretagne a un budget inférieur aux villes de Nantes ou Rennes, quand à celui de l'Ecosse, il lui est 44 fois inférieur.

Et que dire des inégalités sociales entre individus. Ainsi, alors que les nationalistes français critiquent le terme de corsisation des emplois ou affirment que les individus ne seraient plus égaux face à l'emploi si une autonomie bretonne se mettait en place, ils ne remettent pas en cause les 7 millions d'emplois fermés aux non ressortissants de la communauté européenne. En effet, par pénurie, l'Etat engage et emploie chaque année des milliers d'étrangers non ressortissants de la CEE, dans l'Education "nationale" française comme maîtres auxiliaires, "*comme médecins dans les services d'urgences, de gardes de nuit ou dans les hôpitaux excentrés, en opérant une segmentation juridique du marché du travail, les discriminations legales fragilisent davantage les étrangers, les cantonnent dans des emplois précaires et introduisent une espece d'apartheid de fait dans la gestion de l'emploi public*"[1]. Sans parler des centaines de milliers d'emplois précaires existants dans la fonction publique pour les ressortissants français cette fois.

De même, cela ne gênent nullement ces grands défenseurs de l'égalité et du droit républicain que les 2.000 foyers les plus riches de l'hexagone disposent de revenus 50 à 60 fois plus élevés que la moyenne, que 5 % détiennent près du tiers du patrimoine total[2], que 850.000 personnes vivent dans des taudis et que des dizaines de milliers sont carrément SDF!

Réaction et conservatisme idéologique au service du capitalisme et du totalitarisme

On voit donc que les inégalités entre "régions" dans l'Etat français au profit de l'Ile de France et de quelques individus sont énormes. Le parti pris nationaliste-chauvin des organisations françaises n'est que plus flagrant. Leur discours sur les inégalités que pourraient entraîner toute réforme décentralisatrice n'est qu'un leurre stratégique populiste et démagogique afin de convaincre la population. Derrière ces bons sentiments se cachent des raisons purement nationalistes chauvines françaises. En fait, elles s'opposent à toute remise en cause du centralisme français et se moquent des problèmes d'inégalité. C'est, touche pas à ma France une et indivisible. Ce n'est pas un hasard si ce mouvement touche l'Education "nationale", qui est un des piliers du nationalisme républicain français.

Bien que certaines de ces organisations se réclament révolutionnaires, elles sont en fait toutes très conservatrices. Leurs dirigeants ne peuvent imaginer un changement. Ils sont au mieux pour un maintien du status quo et au pire pour une réaction centraliste et jacobine en poursuivant et même en renforçant la spécialisation de la région francilienne et l'hégémonie parisienne qui ne profite qu'à la mondialisation capitaliste et financière. Ils refusent de voir que le système des Etats-nations centralistes, de la "démocratie" parlementaire prétendument représentative, sont en crise structurelle, faisant ainsi le jeu du capitalisme et du totalitarisme. Ils s'accrochent à leur mythe républicain français, persuadés qu'il est indépassable. Un bel exemple

de dogmatisme et de pensée unique.

Une alter-décentralisation premier pas vers la libération

S'il existe effectivement un risque d'inégalités, il n'est pas plus important qu'aujourd'hui. Pour éviter cela, il suffit simplement de mettre en place un système de péréquation ou de justice distributive comme elle est nommée par le Parti des Travailleurs brésiliens. C'est ce qui se passe d'ailleurs en partie dans la communauté européenne. Les Etats les plus riches versent les sommes les plus importantes. Celles-ci sont redistribuées par Bruxelles aux régions ou aux nations avec ou sans Etat, les plus pauvres. L'Irlande en est l'exemple. Mais pour cela il faut être capable de décider de ses choix stratégiques en tant que peuple indépendant. Pour la Bretagne, cela signifie indépendance vis-à-vis de la France et autonomie dans la communauté européenne fédérale des peuples.

Ainsi de même que le problème n'est pas la mondialisation ou la construction de l'Europe mais la manière dont elle se fait et qui la fait, le problème n'est pas la décentralisation. Les seules responsables sont ceux qui mettent en place le libéralisme et gèrent le capitalisme. De même qu'il existe une alter-mondialisation, il peut exister une alter-décentralisation.

Aussi plutôt que de dire non à la décentralisation, c'est à une autre décentralisation qu'il faut appeler. Une décentralisation démocratique permettant enfin aux populations et aux peuples de l'hexagone de pouvoir prendre en main leur destin à travers une démocratie participative. Il est assez comique de voir tous ces jacobins (en particulier au sein d'ATTAC), s'extasier sur Porto Alegre et la manière dont est gérée la municipalité par le Parti des Travailleurs brésiliens (qui n'a rien à voir avec la secte jacobine française du même nom). Or si le PT brésilien a pu mettre en œuvre un socialisme municipal dans 138 communes, c'est grâce à l'instauration *"d'une décentralisation poussée au service des municipalités et des Etats fédérés, qui disposent d'une large autonomie financière, qui définissent eux-mêmes le niveau d'imposition locale et qui peuvent se doter d'une loi organique locale dans les limites du respect de la constitution fédérale. La municipalité de Porto Alegre a d'ailleurs profité de cette possibilité pour mentionner dans l'article 116 de sa loi organique (adoptée en 1990) la nécessité de la participation populaire à toutes les étapes de l'orientation budgétaire"*[3].

Non à la décentralisation. Oui à l'autodétermination.

La solution n'est aucunement dans une réaction centraliste pour lutter contre le libéralisme. Mais dans une unité des luttes à travers toutes les diversités pour un changement global du système politique, économique et sociale.

En Bretagne, cette lutte passe par le droit du peuple breton à décider de son avenir par la mise en place d'un parlement souverain dans une organisation démocratique participative permettant à tous et à toutes d'agir réellement sur sa vie. Elle est donc indissociable du combat anti-capitalisme pour un système économique et social au profit de tous et de toutes. Le mot d'ordre est : penser globalement, agir localement.

E.B

(1) : In Alternatives Economiques, p 60, n°195, septembre 2001.
(2) : Idem.
(3) : Porto Alegre l'espoir d'une autre démocratie, p 16, Marion Gret et Yves Sintomer, éd. La Découverte.

→ Diwan Paris, c'est parti

Quatre mois après le dépôt de nos statuts en Préfecture, nous sommes heureux d'annoncer que nous avons franchi le seuil minimal de 15 pré-inscriptions.

Si cela ne signifie pas nécessairement 15 élèves pour Diwan Paris, cela signifie néanmoins qu'une quinzaine de familles, déjà, se déclare intéressée par Diwan Paris. Nous pousuivons donc les efforts de ce côté, et nous espérons que la générosité de tous permettra d'amasser les fonds nécessaires pour scolariser dès septembre 2004 les élèves qui s'annoncent déjà nombreux.

Nous avons besoin de votre aide et de volontaires pour venir communiquer avec nous lors de ces occasions : répondre aux questions du public, distribuer des tracts, sensibiliser les gens à l'importance de défendre le breton, etc...

Contact : diwanparis@free.fr

→ Breton : Europe, dernier recours?

Suite aux décisions du Conseil d'état, Diwan a décidé de déposer un recours auprès de la Cour européenne des droits de l'homme. Ce sont, au total, cinq requérants qui se sont associés pour l'occasion : Diwan, Conseil Culturel de Bretagne, l'Union des enseignants de breton, le président de Dihun, des parents d'élèves et des salariés (SLB et CFDT) ainsi que la confédération occitane des écoles laïques. Ceux-ci comptent s'appuyer sur le fait qu'à terme, la décision du Conseil d'état pourrait entraîner l'impossibilité d'utiliser le breton même dans le cadre privé. Ils font aussi remarquer qu' *"empêcher dans les faits et par la loi, une langue d'exister réellement à un niveau qui lui permette d'être un outil conceptuel est une atteinte à la liberté de penser des membres des groupes linguistiques qui veulent la maintenir."* Il faudra tout d'abord savoir si la demande est recevable. Ensuite, rendez-vous d'ici environ trois pour ce qui concerne la réponse des juges européens.

→ Connaissez-vous vraiment Ernest Renan?

Emgann Sant Brieg s'est réuni le 28 mai devant le lycée Ernest Renan afin de diffuser des tracts aux étudiants et à leurs professeurs rappelant les "belles" paroles d'Ernest concernant les noirs, les arabes, les juifs, les femmes, les bretons... Les étudiants furent agréablement surpris qu'un tel personnage ait pu déclarer de tels propos. Ce n'est pas dans ce lycée qu'on leur enseignera de telles choses ! Une lettre ouverte a été envoyée à Bruno Joncour, maire UDF de Saint Brieuc, afin d'exiger que soit rebaptisé ce lycée.
Au sujet des peuples Juif et Arabe : "*Je suis donc le premier à reconnaître que la race sémitique, comparée à la raceindo-européenne, représente réellement une combinaison inférieure de la nature humaine.*". Au sujet des Noirs : "*Les hommes ne sont pas égaux. Le négre par exemple, est fait pour servir aux grandes choses voulues et conçues par le blanc.*" Au sujet des Femmes :"*Il est sûrement impossible que la femme participe à la vie publique ; mais il est juste qu'elle soit comptée… Je voudrais que l'homme marié votât pour sa femme.*" Au sujet des Bretons :"*N'améliorez pas leur sort, ils ne seraient pas plus heureux; ne les enrichissez pas, ils seraient moins dévoués; ne les gênez pas pour aller à l'école primaire, ils perdraient peut-être quelque chose de leurs qualités et n'acquerraient pas celles que donne la haute culture.*"

BIENVENUE DANS NOTRE PIPE-LINE

Après le classement bidon des Pavillons Bleus, l'assocation Surfrider propose cette année encore les Pavillons Noirs 2003. De quoi méditer pour les bretons et tous ceux qui, cet été, viendront visiter nos plages.

Les endroits où il ne fera pas bon se baigner cet été

La plupart des sites mentionnés sont affectés d'une pollution bactériologique de type C (pollution momentanée). Cela provient généralement de ce que l'on trouve dans l'eau: toxines diverses, dinophysis, rejets d'eaux usées. Surfrider Foundation a par ailleurs décerné un Pavillon Noir à l'ensemble de l'Europe pour son inaction suite au naufrage du Prestige.

Plage de Joalland (La Plaine sur Mer)

Baie du Scall (Batz-sur-Mer, Le Pouliguen). Pavillon Noir en 2002.

Plage de Cromenach (Ambon). Pavillon Noir en 2001.

Zone de surf de port Kerné (Quiberon). Pavillon Noir en 2002.

Plage de la Croix (Guisseny). Pavillon Noir 1999, 2001 et 2002.

Plage de Barrachou (Guisseny). Pavillon Noir 2002.

Plage de Fanal (Kerlouan).

Zone de surf du Minou (Plouzane).

Zone de surf de Dalbosc (Locmaria Plouzane).

Plage des Trois Moutons (Lampaul Ploudalmezeau).

Plage des Illien (Ploumoguer).

Plage de Ty Anquer (Ploeven).

Plage de Dames (Douarnenez).

Plage de Porsmeur (Plouescat). Pavillon Noir depuis 1999.

Plage du Moulin Blanc (1er poteau) (Brest). Pavillon Noir depuis 1999.

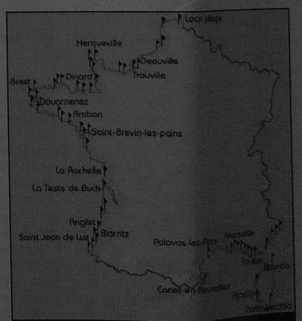
Plage du Moulin Blanc (Costour) (Guipavas)

Plage du Moulin Blanc (Cantine) (Le Relecq Kerhuon)

Baie de la Vierge (Ploulech). Pavillon Noir en 1999, 2001 et 2002.

Plage des Martin (Plérin). Pavillon Noir en 1999 et 2002.

Pour connaître les causes exactes des pollutions et les actions menées par les municipalités concernées (du moins celles qui ont bien voulu répondre), se reporter à :



Carte des pavillons noirs 2001

Surfrider Foundation Europe
120 avenue de Verdun
64200 Biarritz
www.surfrider-europe.org
tél : 05 59 23 54 99
fax. : 05 59 41 11 04

Nerzh nukleel : re nebeud a dud

Sortir du nucléaire Bro Gerne en deus galvet d'un vanifestadeg a-enep d'an nerzh nukleel d'an 29 a viz Even e Kraon. Dav eo anzav n'eus bet kalz tud o tont : nebeutoc'h evit 100 a dud a zo en em gavet neuze e kreiz kêr Kraon evit kerzhout betek Morgad. Ne oa ket ket divalav tamm ebet strollad Emgann er vanifestadeg : ur pemzek bennak e oamp. Ganeomp e oa ivez izili Sortir du nucléaire, tud ar CNT hag izili an LCR. Deuet e oa ivez izili SLB. N'eo ket bet gwelet ar Re C'hlas. Marteze o doa traoù all da ober. Memestra evit an UDB, daoust d'ar strollad bezañ ezel eus ar rouedad Sortir du nucléaire. Arabat disoñjal emaomp c'hoazh e c'hortoz roudoù eus an armoù a oa en Irak (sañset), padal ez eo ken daénjerus al listri-spluj nukleel implijet gant ar stad-c'hall. Alies e klever ez eo tomm pobl Vreizh eus he éndro. Alies e klever ne fell ket d'ar Vretoned e vefe savet kreizennoù nukleel en o bro. Poent vefe diskouez eo gwir, a-raok ma vefe re ziwezhat.

DUR, DUR, LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Habitué aux effets de manche qui n'engagent à rien, le gouvernement a instauré une semaine du développement durable entre le 2 et le 8 juin. A l'heure du bilan, on se rend compte que ce qui prime, c'est avant tout le renoncement.

Le développement durable a pour principe de concilier les avancées sociales, le respect de l'environnement et la croissance économique. En observant les décisions prises par le gouvernement Raffarin depuis sa prise de fonction, force est de constater qu'on est loin du compte.

Ressources diminuées et objectifs revus à la baisse

Pour cela, encore faudrait-il que les finances suivent. Concrètement, c'est le contraire que fait le gouvernement. Ainsi, l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) a vu son budget baisser d'environ 35%, selon son directeur. La ministre de l'environnement s'en défend, et joue sur des subtilités comptables. A bien y regarder, le compte n'y est pourtant pas. Cette agence, se basée financer les projets écologiquement durables, voit en effet son budget passer de 400 millions d'euros en 2002 à 300 millions en 2003.

Concernant les OGM, le ministre de l'agriculture vient d'autoriser quatorze essais en champs de plantes génétiquement modifiées (maïs, betteraves et graminées). Ces essais étant "scientifiques", ils ne tombent pas sous le coup du moratoire européen, puisque celui-ci ne concerne que les cultures commerciales. De manière plus générale, le nouveau programme de maîtrise des pollutions agricoles ne mentionne pas les émissions de méthane (gaz à effet de serre).

Concernant le projet de loi sur l'eau, la redevance sur les excédents d'azote, considérés comme particulièrement polluants, a été abandonné. C'est ainsi l'idée même de pollueur-payeur qui passe aux oubliettes.

OGM, agriculture, nucléaire : dans chaque domaine, les actes sont en totale contradiction avec les préoccupations affichées de manière hypocrite lors des sommets internationaux.

Dans le domaine du retraitement des déchets, les objectifs fixés par la loi de 1992 concernant le recyclage n'ont pas été atteints. Le ministère de l'environnement a décidé d'arrêter "*l'apport général et systématique de subventions en matière de déchets*". L'état laisse ainsi les collectivités locales en charge du dossier. Quid des moyens pour assurer cette politique.

Insensible aux arguments sur le ferroutage et le transport fluvial, le secrétaire d'état délégué aux transports a décidé d'étendre le réseau routier. Dans le même ordre d'idée, le gouvernement avait déjà réduit de 25% l'avantage fiscal accordé au bioéthanol (carburant vert). L'exonération passe ainsi de 50 à 38 centimes d'euro par litre. Déjà délaissé par le précédent gouvernement, l'idée d'une écotaxe sur les carburants (qui participent au réchauffement climatique) ne semble pas non plus à l'ordre du jour pour le gouvernement Raffarin.

La loi Littoral et Montagne devrait, elle aussi, être tranquillement taillée en pièces. Celle-ci précise qu'on ne peut construire de nouveaux bâtiments à moins de 300 mètres d'un rivage ou des rives d'un lac. Cet arsenal législatif a pourtant été ratiboisé en mai à l'assemblée nationale. Des dérogations devraient ainsi permettre de contourner la loi, et de favoriser l'urbanisation sauvage, en s'appuyant notamment sur le concept assez flou d' "équipement culturel".

Le tout nucléaire, exception culturelle française

Pour ce qui est du dossier énergétique, il est évident que le gouvernement de droite entend, plus que jamais, favoriser le lobby nucléaire. Ce n'est pas le vrai-faux "débat national sur l'énergie" qui prouve le contraire. Le lancement du réacteur EPR semble, en effet, être d'actualité, et devrait être chose acquise d'ici quelques mois. Pour sa défense, le gouvernement argumente qu'il faut choisir "*entre gaz à effet de serre et nucléaire*". Raccourci plus que saisissant, qui fait totalement l'impasse sur les déchets nucléaires, leur stockage et leur durée de vie. Il apparaît ici, malgré les envolées lyriques de Chirac lors de quelque raout international, que les énergies renouvelables (éolien, solaire) n'ont pas droit de cité dans la politique énergétique de l'actuel gouvernement.

D'une manière plus générale, on observe qu'il y a loin de la coupe aux lèvres, et que les grands discours, tenus notamment lors des sommets internationaux, restent lettre morte. D'un côté, les Etats-Unis se désintéressent de ces problèmes, de l'autre, les pays industrialisés manquent clairement de volonté. Refusant d'injecter des deniers publics dans la sauvegarde de l'environnement, les gouvernants s'imaginent que les capitaux privés suffiront.

Des propositions pour la Bretagne

Pour Emgann, les solutions existent, Ce n'est que la volonté politique qui manque. Les nombreuses luttes menées en Bretagne (contre le nucléaire, les incinérateurs, les sites d'enfouissement de déchets) pour défendre l'environnement prouvent que les bretons tiennent à sauvegarder leur pays. Nous proposons ainsi différentes mesures, consultables sur www.emgann.org. Parmi celles-ci, on trouve notamment :

- le développement des énergies renouvelables (éolien, notamment) des micro barrages; des mini usines marémotrices.
- l'aide à la construction d'habitations écologiques.
- la diminution des consommations d'énergie.
- la taxation des entreprises polluantes selon le principe de pollueur = payeur.
- la mise en place du ferroutage pour les camions.
- l'arrêt du tout voiture au profit des transports collectifs non polluants (le train avec un véritable maillage du territoire, le développement des transports collectifs urbains de manière gratuite comme c'est le cas à Vitré).

→ Gad passe à la méthanisation

La société Gad (Lampaul-Guimiliau, spécialisé dans l'abattage des porcs) compte mettre en service une unité de méthanisation durant l'automne. Cette solution deviendrait alors une alternative à l'épandage et à l'incinération des boues organiques. L'opération coûtera 4 millions d'euros, subventionnés à 40% par l'Agence de l'eau, l'Ademe, l'Europe et la "région Bretagne". Ce type d'installations existe déjà ailleurs en Europe, notamment en Allemagne et au Danemark.

→ Guissény lutte contre le pétrole

Particulièrement touchée par les galettes de pétrole du Prestige, la commune de Guissény a obtenu l'aide d'Idra Environnement, une société de Rennes, afin de dépolluer ses plages. Cette société propose en effet, un procédé innovant qui consiste à séparer le sable d'un côté, les algues et le fioul de l'autre. Le sable est nettoyé, les algues et le fioul étant quant à aux desséchés et incinérés. Idra Environnement a déjà travaillé au traitement de nappes de pétrole de l'Erika.

→ Le lisier carbure

Les 120 éleveurs de porc de la coopérative Léon-Tréguier ont décidé de transformer le lisier de leurs cochons en bio diesel. L'usine coûtera 20 millions d'euros, sachant qu'un porc produit assez de lisier quotidiennement pour fournir un litre de bio diesel.

→ Prestige : Bretagne Vivante à l'attaque

Bretagne Vivante a dénoncé le 5 juin "le silence" et "l'inaction" des pouvoirs publics face à l'arrivée depuis plusieurs semaines sur le littoral de boulettes de fioul issues de la cargaison du Prestige.

Selon Bretagne Vivante, "*ce n'est pas en mettant la tête dans le sable qu'on préserve les plages et le littoral breton*".

"*De plus, malheureusement, ce silence va de pair avec une inaction qui laisse la pollution s'installer et qui ouvre la porte aux initiatives locales maladroites*", a poursuivi l'association, qui a dénoncé un "bricolage".

"*Aujourd'hui, on aurait tort de croire que seules quelques plages rapidement nettoyées sont concernées*", écrit Bretagne Vivante, qui affirme que "*les plus importantes réserves de nature du littoral de la Bretagne sont atteintes : Groix, Belle-Ile, les Glénan, l'archipel de Molène, Goulien, les Sept-Iles.*"

(d'après AFP)

→ Des victimes de l'Erika entendues

Le Tribunal de Grande Instance des Sables d'Olonne a condamné le 3 juin 2003 le FIPOL et la Steamship, assureur de l'Erika, à faire l'avance des frais d'avocats et d'experts à 15 victimes de l'Erika qui avaient fait une demande d'expertise judiciaire pour l'évaluation de leur préjudice.

C'est la première fois qu'un tribunal accorde aux victimes de l'Erika l'accès gratuit à un expert indépendant. Beaucoup de victimes n'ont pas contesté l'indemnisation accordée par le FIPOL de peur d'avoir à engager des frais de procédure importants. Aujourd'hui, elles peuvent demander à bénéficier de la mesure accordée par le Tribunal de Grande Instance des Sables d'Olonne.

On se rapproche de l'esprit de l'article 6 de la Convention européenne des Droits de l'Homme : Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi.

Ce n'est pas au FIPOL, financé par les compagnies pétrolières, de dire qui est victime et qui ne l'est pas, ni de définir la notion de préjudice.

DUR, DUR, LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Habitué aux effets de manche qui n'engagent à rien, le gouvernement a instauré une semaine du développement durable entre le 2 et le 8 juin. A l'heure du bilan, on se rend compte que ce qui prime, c'est avant tout le renoncement.

Le développement durable a pour principe de concilier les avancées sociales, le respect de l'environnement et la croissance économique. En observant les décisions prises par le gouvernement Raffarin depuis sa prise de fonction, force est de constater qu'on est loin du compte.

Ressources diminuées et objectifs revus à la baisse

Pour cela, encore faudrait-il que les finances suivent. Concrètement, c'est le contraire que fait le gouvernement. Ainsi, l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) a vu son budget baisser d'environ 35%, selon son directeur. La ministre de l'environnement s'en défend, arguant que sur des subtilités comptables. A bien y regarder, le compte n'y est pourtant pas. Cette agence, censée financer les projets écologiquement durables, voit en effet son budget passer de 400 millions d'euros en 2002 à 300 millions en 2003.

Concernant les OGM, le ministre de l'agriculture vient d'autoriser quatorze essais en champs de plantes génétiquement modifiées (maïs, betteraves et graminées). Ces essais étant "scientifiques", ils ne tombent pas sous le coup du moratoire européen, puisque celui-ci ne concerne que les cultures commerciales. De manière plus générale, le nouveau programme de maîtrise des pollutions agricoles ne mentionne pas les émissions de méthane (gaz à effet de serre).

Concernant le projet de loi sur l'eau, la redevance sur les excédents d'azote, considérés comme particulièrement polluants, a été abandonné. C'est ainsi l'idée même de pollueur-payeur qui passe aux oubliettes.

OGM, agriculture, nucléaire : dans chaque domaine, les actes sont en totale contradiction avec les préoccupations affichées de manière hypocrite lors des sommets internationaux.

Dans le domaine du retraitement des déchets, les objectifs fixés par la loi de 1992 concernant le recyclage n'ont pas été atteints. Le ministère de l'environnement a décidé d'arrêter "*l'apport général et systématique de subventions en matière de déchets*". L'état laisse ainsi les collectivités locales en charge du dossier. Quid des moyens pour assurer cette politique.

Insensible aux arguments sur le ferroutage et le transport fluvial, le secrétaire d'état délégué aux transports a décidé d'étendre le réseau routier. Dans le même ordre d'idée, le gouvernement avait déjà réduit de 25% l'avantage fiscal accordé au bioéthanol (carburant vert). L'exonération passe ainsi de 50 à 38 centimes d'euro par litre. Déjà délaissé par le précédent gouvernement, l'idée d'une écotaxe sur les carburants (qui participent au réchauffement climatique) ne semble pas non plus à l'ordre du jour pour le gouvernement Raffarin.

La loi Littoral et Montagne devrait, elle aussi, être tranquillement taillée en pièces. Celle-ci précise qu'on ne peut construire de nouveaux bâtiments à moins de 300 mètres d'un rivage ou des rives d'un lac. Cet arsenal législatif a pourtant été ratiboisé en mai à l'assemblée nationale. Des dérogations devraient ainsi permettre de contourner la loi, et de favoriser l'urbanisation sauvage, en s'appuyant notamment sur le concept assez flou d' "équipement culturel".

Le tout nucléaire, exception culturelle française

Pour ce qui est du dossier énergétique, il est évident que le gouvernement de droite entend, plus que jamais, favoriser le lobby nucléaire. Ce n'est pas le vrai-faux "débat national sur l'énergie" qui prouve le contraire. Le lancement du réacteur EPR semble, en effet, être d'actualité, et devrait être chose acquise d'ici quelques mois. Pour sa défense, le gouvernement argumente qu'il faut choisir "*entre gaz à effet de serre et nucléaire*". Raccourci plus que saisissant, qui fait totalement l'impasse sur les déchets nucléaires, leur stockage et leur durée de vie. Il apparaît ici, malgré les envolées lyriques de Chirac lors de quelque raout international, que les énergies renouvelables (éolien, solaire) n'ont pas droit de cité dans la politique énergétique de l'actuel gouvernement.

D'une manière plus générale, on observe qu'il y a loin de la coupe aux lèvres, et que les grands discours, tenus notamment lors des sommets internationaux, restent lettre morte. D'un côté, les Etats-Unis se désintéressent de ces problèmes, de l'autre, les pays industrialisés manquent clairement de volonté. Refusant d'injecter des deniers publics dans la sauvegarde de l'environnement, les gouvernants s'imaginent que les capitaux privés suffiront.

Des propositions pour la Bretagne

Pour Emgann, les solutions existent, Ce n'est que la volonté politique qui manque. Les nombreuses luttes menées en Bretagne (contre le nucléaire, les incinérateurs, les sites d'enfouissement de déchets) pour défendre l'environnement prouvent que les bretons tiennent à sauvegarder leur pays. Nous proposons ainsi différentes mesures, consultables sur www.emgann.org. Parmi celles-ci, on trouve notamment :

- le développement des énergies renouvelables (éolien, notamment) des micro barrages; des mini usines marémotrices.
- l'aide à la construction d'habitations écologiques.
- la diminution des consommations d'énergie.
- la taxation des entreprises polluantes selon le principe de pollueur = payeur.
- la mise en place du ferroutage pour les camions.
- l'arrêt du tout voiture au profit des transports collectifs non polluants (le train avec un véritable maillage du territoire, le développement des transports collectifs urbains de manière gratuite comme c'est le cas à Vitré).

→ Gad passe à la méthanisation

La société Gad (Lampaul-Guimiliau, spécialisé dans l'abattage des porcs) compte mettre en service une unité de méthanisation durant l'automne. Cette solution deviendrait alors une alternative à l'épandage et à l'incinération des boues organiques. L'opération coûtera 4 millions d'euros, subventionnés à 40% par l'Agence de l'eau, l'Ademe, l'Europe et la "région Bretagne". Ce type d'installations existe déjà ailleurs en Europe, notamment en Allemagne et au Danemark.

→ Guissény lutte contre le pétrole

Particulièrement touchée par les galettes de pétrole du Prestige, la commune de Guissény a obtenu l'aide d'Idra Environnement, une société de Rennes, afin de dépolluer ses plages. Cette société propose en effet, un procédé innovant qui consiste à séparer le sable d'un côté, les algues et le fioul de l'autre. Le sable est nettoyé, les algues et le fioul étant quant à eux désséchés et incinérés. Idra Environnement a déjà travaillé au traitement de nappes de pétrole de l'Erika.

→ Le lisier carbure

Les 120 éleveurs de porc de la coopérative Léon-Tréguier ont décidé de transformer le lisier de leurs cochons en bio diesel. L'usine coûtera 20 millions d'euros, sachant qu'un porc produit assez de lisier quotidiennement pour fournir un litre de bio diesel.

→ Prestige : Bretagne Vivante à l'attaque

Bretagne Viva[illegible] juin "le sile[illegible] des pouvoirs publics [illegible] depuis plusieurs [illegible] toral de boulette[illegible] la cargaison du P[illegible]

Selon Bretagne Vivante, "*ce n'est pas en mettant la tête dans le sable qu'on préserve les plages et le littoral breton*".

"*De plus, malheureusement, ce silence va de pair avec une inaction qui laisse la pollution s'installer et qui ouvre la porte aux initiatives locales maladroites*", a poursuivi l'association, qui a dénoncé un "bricolage".

"*Aujourd'hui, on aurait tort de croire que seules quelques plages rapidement nettoyées sont concernées*", écrit Bretagne Vivante, qui affirme que "*les plus importantes réserves de nature du littoral de la Bretagne sont atteintes : Groix, Belle-Ile, les Glénan, l'archipel de Molène, Goulien, les Sept-Iles.*"

(d'après AFP)

→ Des victimes de l'Erika entendues

Le Tribunal de Grande Instance des Sables d'Olonne a condamné le 3 juin 2003 le FIPOL et la Steamship, assureur de l'Erika, à faire l'avance des frais d'avocats et d'experts à 15 victimes de l'Erika qui avaient fait une demande d'expertise judiciaire pour l'évaluation de leur préjudice.

C'est la première fois qu'un tribunal accorde aux victimes de l'Erika l'accès gratuit à un expert indépendant. Beaucoup de victimes n'ont pas contesté l'indemnisation accordée par le FIPOL de peur d'avoir à engager des frais de procédure importants. Aujourd'hui, elles peuvent demander à bénéficier de la mesure accordée par le Tribunal de Grande Instance des Sables d'Olonne.

On se rapproche de l'esprit de l'article 6 de la Convention européenne des Droits de l'Homme : Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi.

Ce n'est pas au FIPOL, financé par les compagnies pétrolières, de dire qui est victime et qui ne l'est pas, ni de définir la notion de préjudice.

LES HÉRÉTIQUES

Aujourd'hui, plus que jamais, le mouvement breton semble touché par l'automodération forcenée en matière de revendication et de méthodes. La dernière manifestation pour la réunification à Nantes en a d'ailleurs été l'illustration caricaturale : piedestalisation des élus félons, acceptation de l'extrême-droite au nom du "pas-de-vague-surtout", mise en avant de la loghorrée "citoyenne" jusqu'à l'exagération, etc...

Cette recherche de la pseudo-"normalité" à tout prix est d'ailleurs universelle et antédiluvienne, les radicaux l'ont cherché après avoir bataillé parfois très durement contre la "calotte", ils en sont morts. Le PCF, qui a entamé sa normalisation autour de 1935 et qui depuis incarne le nouveau radicalisme-cassoulet, est lentement en train de s'éteindre, tandis que le petit Mégret en a réactualisé l'expérience avec son éphémère FN-canal présentable, le MNR. En fait ce qui distingue les "normalistes" c'est leur maladresse à vouloir ressembler à un modèle fixé sans en avoir les moyens, à vouloir se donner l'apparence du pouvoir sans en détenir le moindre levier...

L'apprentissage cherche avant tout à être accepté par ceux qui le méprise et pour ce qui chasse toute trace d'hétérodoxie dans le discours, dans les idées, dans les méthodes : aujourd'hui être "normal" c'est être citoyen, festif, non-violent, républicain, modéré voir motivé... Le mouvement politique et culturel breton qui compte nombre de chapelles fascinées par ces mots, déteste les hérétiques, les anti-conformistes, les maudits des temps actuels, les non-assimilables. Pourtant, cette auto-modération emsavienne a une histoire. En effet, au sortir de la guerre, il ne faisait pas bon être militant nationaliste breton, aussi nombre d'entre eux se sont investis dans l'action culturelle, créant notamment les bagadoù en attendant des jours meilleurs, mais voilà les héritiers de la renaissance culturel des cercles celtique de l'époque au discours clairement nationaliste (du moins dans leurs bulletins internes) ont laissé la place à un monde culturel bien souvent caricatural à force de vouloir prouver son anti-fascisme (aujourd'hui quel groupe traditionnel breton ne place pas au moins une fois le mot "métissage " dans son book ou dans ses interviews, histoire de bien prouver que...) et son apolitisme... apolitisme avec lequel on s'arrange quand il faut aller faire le clown aux fêtes du parti socialiste par contre, mais après tout, on ne peut rien refuser à la main qui donne les subventions...

Mais voilà, fasciné par la réussite culturelle, le mouvement politique breton en adopte les pires tares... Aujourd'hui il faut être consensuel, alors baissons notre froc et allons-y... la société hexagonale n'a jamais autant été atomisée notamment à travers l'exemple d'un président élu avec 19% des voix, les discours mièvres style PS et UMP sont de plus en plus sanctionnés dans l'isoloir au profit des discours tranchés, mais le mouvement breton canal notable en est encore là. Il faut se donner les apparences du pouvoir dans le discours et dans les réflexes "*au cas où le destin aurait enfin compris sa propre erreur*". Quelle pitié, quelle médiocrité, quelle incompréhension du monde actuel et futur...Là où l'avenir est à la lisibilité, à la fermeté des principes, au courage politique, certains en sont encore soit à la fausse radicalité soit à la recherche de ce centre-où-l'on-n'arrive-jamais... On rejette comme "marginale" et "déclassée" la vraie résistance, celle qui s'attaque aux poncifs de la pensée unique et de la contre-pensée unique officielle enseignée dans le Monde Diplo et Télérama, mais on s'essaye quelques fois tout de même, à une certaine allure rebelle, voire on s'invente une petite parcelle de personnalité canaille... Tiens, un grand classique : le brevet d'antifascisme par ancêtre interposé. En effet, qui n'a pas un jour appelé dans une discussion ou dans un texte son grand-père ou son grand-oncle au secours afin de prouver son anti-fascisme voire son courage. C'est aussi un grand classique du mouvement breton canal apprenti-notables encore complexé par les errements de certains durant une guerre qui commence à dater maintenant. Bien entendu, l'ancêtre en question peut être mort et enterré depuis 20 ans, qu'importe "*puisque lui l'a fait, moi aussi*". Cocasse anachronisme, cocasse mais tellement insupportable...en effet, en tant que petit-fils de deux grands-pères qui se sont tournés les pouces pendant 5 ans comme à peu prêt 40 millions d'hexagonaux, je ne résiste pas à l'envie de rétorquer par avance au prochain anti-fasciste patenté qui me saoûlera avec son arbre généalogique d'authentiques FTP, FFI, FFL et autres ex-terroristes que :

- tu n'étais pas né en 1945 et que par conséquent tu n'en sais rien des exploits avérés ou supposés de ton pépé chéri

- ce n'est pas parce que pépé Mimile a été résistant que cela prouve quoi que ce soit quant à ta valeur propre. Moi, l'un des miens a été pompier et ce n'est pas pour cela que je serais obligatoirement un héros en cas d'incendie.

- le seul acte de résistance antifasciste que tu as commis pour le moment est, au mieux, d'avoir jeté comme tout gamin révolté qui se respecte des pierres et des œufs contre une poignée de vieux schnocs attendant à la porte d'un meeting du FN, au pire, d'avoir défilé du 21 avril au 05 mai dernier contre une menace fantôme aux côtés d'au moins deux millions d'autres gogos soutenus, encouragés, manipulés et bénis par tout ce que l'hexagone compte d'autorités civiles, temporelles, syndicales, politiques, religieuses et sportives.

Désolé de te le dire cher inconnu mais la résistance aujourd'hui elle n'est pas en France elle est en Bretagne, en Corse ou au Pays Basque. La résistance elle est incarnée par les hérétiques.

Les hérétiques en Bretagne osent penser que la collaboration avec les partis français, les CUABeries actuelles, les actions de lobbying style Appel de Carhaix et les recours sans lendemain devant l'ONU ne sont que les branches voisines d'un même arbre qui s'appelle la trouille ou le complexe du colonisé et qui concrètement sur le terrain n'a donné et ne donnera aucun fruit face à un état qui ne comprend que le rapport de force. Seul un discours et une attitude claire et rupturiste sont à même d'inverser la tendance de l'assimilation par la France. Diwan (eh oui Diwan qui fait l'unanimité aujourd'hui!) a montré le chemin en 1977 : une politique claire et radicale : une école entièrement et strictement en breton, alliée à une organisation globale et une image rigoureuse et irréprochable. Mais irréprochable ne veut pas dire mou, lisse et libidineux et c'est ce que semble oublier cette poignée de vieux cons avant l'âge qui aujourd'hui condamnerait Diwan comme étant "*une entreprise extrémiste sans lendemain*"...

De la même façon que les hérétiques pensent que le breton et le gallo sont les futures langues usuelles du peuple breton, les hérétiques pensent que la Bretagne est une nation et pire osent le dire... les hérétiques se font éreinter par des complexés minables genre Yann Fievet et aduler par une certaine jeunesse bretonne, les hérétiques se font emprisonner, passer à la questionnette dans les commissariats français, mettre au banc de la société, de leur entreprise, calomnier par la presse aux ordres mais résistent encore et toujours...

Dans d'autres contrées (Corse par exemple), les hérétiques ont ramené les coincés, les complexés, les Guy Mollet du courage politique à leur juste niveau d'influence : assez haut pour continuer à occuper les bóeinór (bouinoux) locaux et assez bas afin que leurs sempiternelles pleurnicheries n'intéressent personne. Amusant...

F.L

LA RÉUNIFICATION RENVOYÉE AUX CALENDES GRECQUES

Avec environ 4.000 manifestants sous un soleil de plomb à Nantes, la réunification ne semble pas bien engagée. Le CUAB continue pourtant sur sa lancée, et semble réaffirmer sa volonté de continuer sa collaboration avec les élus des partis français. Ci-dessous le communiqué officiel du CUAB.

Le Comité pour l'Unité Administrative de la Bretagne (CUAB) remercie les milliers de participants à la manifestation du 22 juin à Nantes. En tête du défilé, des élus de toutes tendances, représentant les 4.000 élus signataires de la Charte pour la réunification, portaient une banderole "Oui à la Loire-Atlantique en Région Bretagne" . L'objectif de la manifestation figurait sur la banderole du CUAB: "Réunification : un référendum maintenant".

Le CUAB, association citoyenne indépendante de tout parti politique, avait invité les partis démocratiques à participer à la manifestation. Le CUAB est intervenu en début de manifestation pour exclure quelques éléments d'un parti d'extrême droite présents dans le défilé.

Le CUAB déplore par ailleurs le comportement d'un petit groupe qui a diffusé des slogans indépendantistes totalement décalés par rapport à l'état d'esprit général des manifestants. Lorsque l'on participe à une manifestation, le minimum démocratique est le respect de l'orientation donnée par les organisateurs.

La manifestation a fait apparaître au grand jour la volonté pour la Bretagne d'utiliser les possibilités ouvertes par la révision de la Constitution. Il revient au Conseil Général de Loire Atlantique et au Conseil régional de Bretagne de demander au gouvernement que soit organisé un référendum consultatif sur l'intégration de la Loire Atlantique en région Bretagne, afin que cette question reçoive une réponse digne d'un pays démocratique.

Le président
Alain Grand Guillot

Précision : des m[illegible] dantistes ont en effet tenu à débarrasser la manifestation [illegible] venant du MRB, mouvement d'extrême droite de Xavier [illegible] litant et élu FN. On a par ailleurs connu Alain Grand Gui[illegible] avec les militants indépendantistes. Il est vrai qu'à l'époque [illegible] te colleurs d'affiches.

TRISTE ANNIVERSAIRE

Face à la détention inadmissible des prisonniers politiques bretons, de nombreuses actions se sont déroulées en Bretagne

A Rennes

Le 16 mai, une cinquantaine de personnes ont suivi la réunion publique co-organisée par Skoazell Vreizh et le comité CARB Rennes. La réunion était animée par les compagnes de trois prisonniers politiques bretons, deux avocats et Pêr Loquet, président de Skoazell-Vreizh.

Le samedi 17, des militants d'Emgann sont intervenus Place du Parlement de Bretagne en distribuant des tracts et en déployant une banderolle.

A Nantes

Le 17 mai, des militants de la CARB se sont retrouvés devant le château des ducs de Bretagne.

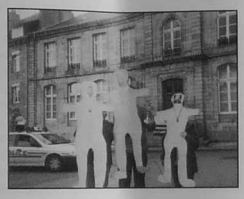
Nos alpinistes ont réussi à se hisser sur les remparts et à déployer la banderole "Liberté pour les 6 prisonniers politiques bretons" pendant que le reste du groupe distribuait des tracts. S'étant fait [illegible] de quitter ces lieux en travaux, [illegible] grimpeurs ont rejoint les autres militants à l'entrée pour continuer la distribution de tracts .Ils se sont ensuite dirigés vers le bas du château, puis vers la Place du commerce où la banderole a été déployée de nouveau.

A Guingamp

Le 17 mai 2003 le comité guingampais de la CARB procédait à la remise des prix de l'injustice, place du Centre devant les marches du tribunal. Si vous ne l'avez pas vue à la télé c'est normal, il y a eu un petit problème technique de transmission (les aléas du direct vous savez ce que c'est…). Voici tout de même ce qu'il s'est passé.

Présentateur : Bonjour à tous, nous voici en direct de la croisette de Guingamp pour la première édition du festival de l'injustice. Alors, la montée des marches va bientôt commencer…

Quelques personnes ont profité de ce prestigieux festival pour organiser à quelques mètres d'ici l'inauguration de la fontaine Plomée(1) qui, ma foi n'est pas toute jeune. Beaucoup de travail et d'attente donc, pour retrouver ce fabuleux monument, mais pas d'inquiétude, notre Plomée a été restaurée beaucoup plus vite que nos prisonniers politiques n'ont été libérés, puisque faut-il le rappeler, ils croupissent à Paris depuis plus de trois ans sans jugement. D'ailleurs pas besoin de jugement puisqu'on les condamne d'office… Alors comment vont-ils ces fameux prisonniers ? Eh bien ma foi, fort bien !



Alain Solé a déjà fait un coma à risque mortel en raison d'un diabète mal soigné. Je vous rappelle que l'administration pénitentiaire (qui manque cruellement de moyens) refuse de lui fournir de l'insuline selon les dosages dont il a besoin… Mais ce coma est bien vieux… Et maintenant Alain Solé devra subir un double ou triple pontage coronarien toujours pour les mêmes raisons…

Nous pouvons aussi parler de Paskal Laizé qui ne pourra plus jamais marcher normalement parce qu'on lui refuse les soins de kinésithérapie pour sa rééducation. Je rappelle que Paskal Laizé avait été victime d'un grave accident de la route avant son arrestation, accident qui lui avait brisé les deux rotules. Enfin bon, laissons la justice travailler. Nous sommes d'ailleurs là pour lui rendre hommage. Et on peut dire que les juges sont assez efficaces puisque les avocats se sont vus refuser par eux l'accès aux dossiers de leurs clients. C'est vrai que comme ça on on ne risque pas d'être emmerdé par un vice de procédure. Mais je vois que le jury a délibéré et que l'on va procéder à la remise des prix.

En 3ème position, Marylise Lebranchu qui était garde des sots lorsque toutes les rafles des militants bretons se sont produites, et que 17 d'entre eux ont été incarcérés.. Elle n'a pas hésité à affirmer que tous les prisonniers étaient bien soignés alors qu'à la même époque Alain Solé faisait un coma à risque mortel. N'oublions pas aussi que c'est Marylise Lebranchu qui a violé la présomption d'innocence à plusieurs reprises, et qu'elle a assuré maintes fois pour affaiblir le soutien et pour qu'on la laisse tranquille, que les prisonniers seraient jugés en 2002. Elle mérite bien de monter sur le podium notre Bretonne de service ! (remise de médaille)

Lebranchu : Merci… Je suis contente… et j'avoue être un peu déçue à la fois. Car j'aurais souhaité poursuivre sur cette voie si Lionel avait été élu. D'autant qu'on avait à peu près le même programme que la droite. Enfin bon d'ici quelques années la population aura tout oublié et nous devrions revenir au pouvoir.

Présentateur : Et justement la 2ème place revient à Monsieur Perben, actuel ministre de l'injustice. Alors, petit rappel de son palmares car il est discret le bougre… Discret mais efficace, puisqu'il garde Alain Solé en détention alors que même le médecin de la prison a déclaré son état de santé incompatible avec la détention, et qu'il fallait donc le libérer pour pouvoir le soigner correctement. Nous avons d'ailleurs appris il y a quelques semaines qu'Alain Solé devrait subir un double ou triple pontage coronarien…

Mais Dominique Perben ne s'arrête pas là puisque récemment sans doute à l'approche de la remise de ces prix, le grand patron de l'administration pénitentiaire a voulu faire très fort. Nous vous disions tout à l'heure que Paskal Laizé ne recevait pas les soins de kinésithérapie dont il avait besoin. Le médecin de la prison lui a tout de même prescrit une genouillère, pour qu'il puisse réussir à se déplacer lors des promenades. Quelques mois plus tard, la prison lui fournissait une genouillère trop grande… Et au bout de quatre mois et demi en tout, on lui annonçait que la prison n'avait pas de genouillère à sa taille et que sa famille devait l'acheter, et lui apporter à la prison… Ce fut chose faite il y a quelques jours ! Sa famille vint de Bretagne jusqu'à Paris avec la fameuse genouillère, qui fut vous vous en doutez, refusée par la prison sans fournir d'explication. Alors je pense qu'on peut applaudir Monsieur Perben pour sa deuxième place, il la mérite.

Perben : Merci beaucoup je suis très touché… Je ne fais que poursuivre le travail de mon prédécesseur. Mais j'espère faire encore mieux la prochaine fois, et je compte bien tout mettre en œuvre pour cela. Et pour commencer, je peux vous dire que vous pouvez attendre encore un moment avant le moindre procès pour ces crapules présumées innoncentes.

Présentateur : Il est formidable ! Encore une fois bravo… Et la 1ère place… peut-être une surpise pour certains, mais les amateurs d'injustice ne s'y tromperont pas. La palme revient à Gilbert Thiel, Bébert pour les intimes, qui a écrit noir sur blanc : "Je vous demande de maintenir Gaël Roblin en détention parce qu'il a eu et a encore une influence incontestable sur le mouvement indépendantiste breton" Ca a le mérite d'être clair. Même le procureur a demandé la libération de Gaël Roblin Mais Bébert il s'en fout. Une belle o——e" comme on les aime !

*(il manque 4 lettres – si vous ne trouvez pas la réponse écrivez à CARB - BP 20 – 22390 Boulvriag)

Thiel : Merci. J'avoue que ce n'est pas toujours facile car vous n'êtes pas sans savoir que la France est régulièrement condamnée par la cour européenne des droits de l'homme pour détention provisoire trop longue. Nous serons encore condamnés à payer une fortune à cause de ces droits de l'hommistes qui nous mettent des bâtons dans les roues. Mais je peux vous assurer d'une chose : "Je les emmerde ! Je suis le plus fort" .Nous briserons la revendication bretonne !

Présentateur : Magnifique ! On l'adore ! Je pense qu'on peut tous les applaudir, ils ont dû se surpasser ! Ils peuvent aussi se serrer la main, car de gauche comme de droite ils ont tous le même souci d'injustice. On peut aussi remercier la presse dans son ensemble qui ne manquera pas de relayer l'événement, et qui poursuit avec toujours beaucoup de professionnalisme son travail d'investigation et d'information en toute indépendance, afin de préserver cette magnifique institution, que nous avons le privilège de posséder dans notre belle république qui a inventé les droits de l'homme.

Nous pouvons aussi remercier la police qui est venu en nombre pour assister à la remise des prix de leur patrons. On sait qu'ils sont toujours friands de ce genre d'événements et qu'ils viennent avec grand plaisir chaque fois que l'on organise quelque chose. Nous aurons aussi une pensée émue pour eux puisque le commissariat de Guingamp va fermer en 2004. Nous allons maintenant écouter la Marseillaise. Nous vous rappelons qu'il est interdit de la sifler mais que vous pouvez aller vomir sur les marches du tribunal si vous vous sentez malades.

(Marseillaise)

(1) : Le 17 mai 2003, avait lieu toute la journée à Gwengamp, l'inauguration officielle du retour de la fontaine Plomée, célèbre monument du 17ème, qui avait été envoyé à Paris pour sa restauration.

Le 6 mai 2003 une militante brestoise de Skoazell-Vreizh a fait une demande de permis de visite en bonne et due forme pour deux militants bretons incarcérés, Alain Solé et Paskal Laizé.

Voici la réponse de l'administration concernée :

«J'ai le regret de vous informer que Madame le magistrat du service n'accorde pas de permis de visite aux amis. Seule la famille peut prétendre à obtenir un permis de visite .

Veuillez attendre que le détenu soit condamné définitif et présenter une demande à Monsieur le directeur de la maison d'arrêt.»

Le 15 mai 2003 Cour d'appel de Paris Chambre de l'instruction

Note** Ve[illegible] attendre détenu soit condamné définitif n'est pas encore [illegible] est donc condamné [illegible] être jugé- c'est un [illegible] jamais vu écrit à [illegible] émanant d'un service [illegible] tère de la justice, puisqu'il s'agit de la cour d'appel de Paris. Dans un état de droit il y a des lois, il y en a une en particulier sur la présomption d'innocence, on nous en parle souvent surtout quand elle protège les personnalités et les nantis, en particulier dans les affaires d'abus de biens sociaux et de corruption. Les individus naissent égaux… vous avez peut être déjà entendu parler de cela !

Les hommes que nous soutenons sont détenus sans procès depuis plus de trois ans à des centaines de kilomètres de chez eux à cause d'une juridiction d'exception qui centralise tout à Paris. Il sont tous les deux malades, c'est sans doute la motivation de cette militante dans le choix de ces personnes à visiter et on lui demande d'attendre qu'ils soient condamnés pour faire une demande. Cette demande était strictement humanitaire. Et s'ils étaient innocents ? D'après la loi en vigueur, ils le sont. Etant donné leur état de santé, elle aura peut être le droit de leur amener des fleurs au cimetière.

Michel Herjean
Le 10 juin 2003

L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS, MAILLON FAIBLE OU SUPPLÉTIF DE L'IMPÉRIALISME MONDIAL ?

"Une civilisation qui s'avère incapable de résoudre les problèmes que suscite son fonctionnement est une civilisation décadente. Une civilisation qui choisit de fermer les yeux à ses problèmes les plus cruciaux est une civilisation atteinte. Une civilisation qui ruse avec ses principes est une civilisation moribonde. Le fait est que la civilisation dite "européenne", la civilisation "occidentale" telle que l'ont façonnée deux siècles de régime bourgeois est incapable de résoudre les deux problèmes majeurs auxquels son existence a donné naissance : le problème du prolétariat et le problème colonial(...) et plus loin il faudrait d'abord étudier comment la colonisation travaille à déciviliser le colonisateur, à l'abrutir au sens propre du mot, à le dégrader, à le réveiller aux instincts enfouis à la convoitise, à la violence, à la haine raciale, au relativisme moral, et montrer (...) le progrès lent, mais sûr, de l 'ensauvagement du continent."

Aimé Césaire,
Discours sur le colonialisme, 1955

Pourquoi parler aujourd'hui de l'impérialisme français pour des militants engagés, en France, dans le mouvement citoyen mondial ?[1] D'abord parce qu'on ne peut pas renforcer le mouvement citoyen mondial sans prendre en charge nos responsabilités par rapport à notre propre impérialisme. Ensuite, le renforcement des luttes sociales implique la compréhension de la nature du système dominant en France. Enfin, l'impérialisme français peut nous servir d'analyseur pour comprendre la double évolution : celle du rapport entre capitalisme et impérialisme, et celle du rapport entre les formations sociales nationales et les systèmes-mondes.

L'impérialisme français [2] se définit dans la recherche d'une stratégie internationale propre du capitalisme français. Il faut donc s'interroger sur l'évolution du capitalisme français, sur le rôle dans cette évolution de la dimension internationale. Quelle est la place du capitalisme français dans la mondialisation, dans le capitalisme mondial, directement ou à travers le capitalisme européen ? Il faut aussi apprécier l'évolution de la mondialisation en tant que système de domination et s'interroger sur la place de la France dans le système de domination mondiale. Quelle est la place de l'impérialisme français par rapport au système mondial, à l'Union Européenne, à l'unilatéralisme états-unien ?

Malheureusement, la notion d'impérialisme n'est pas à ranger dans le rayon des vieilles lunes. Même s'il y a des changements significatifs, il serait difficile d'analyser l'évolution et la situation actuelle s'en s'y référer.

Malheureusement, la notion d'impérialisme n'est pas à ranger dans le rayon des vieilles lunes. Même s'il y a des changements significatifs, il serait difficile d'analyser l'évolution et la situation actuelle s'en s'y référer. Nous faisons l'hypothèse qu'il est encore pertinent de parler d'impérialisme français. Dans son évolution, comment caractériser l'impérialisme français, comme maillon faible ou comme un simple supplétif de la chaîne impérialiste mondiale ?

Eléments historiques

Une approche historique est nécessaire pour comprendre l'impérialisme français et ce qui, à travers sa formation, le caractérise encore. Elle est indispensable pour éclairer les questions que nous nous posons aujourd'hui. Nous proposerons une périodisation qui croise trois approches : la place de l'impérialisme dans le capitalisme français, l'évolution du système international et de la mondialisation, les luttes et les stratégies anti-impérialistes. Cette périodisation s'organise autour d'une hypothèse : nous vivons une crise structurelle de l'impérialisme [3] qui s'inscrit dans la série des trois dernières grandes crises (celles de 1815-40, de 1850-70, 1914-18). Pour apprécier les avenirs possibles, il faut tenir compte des caractéristiques de cette crise, des capacités et des tendances naturelles du système à la surmonter. Nous insisterons dans cette brève approche sur la zone d'influence de la France, en Afrique.

Le colonialisme primitif caractérise la première phase de l'impérialisme français. La bourgeoisie française, comme les autres bourgeoisies européennes, se constitue sous l'Ancien Régime, pour une large part à l'aube du capitalisme, grâce au commerce lointain qui permet d'acquérir à vil prix, et souvent par la force, des produits locaux, agricoles et artisanaux, revendus très cher en France et de vendre au-dessus de leur valeur des produits manufacturés français. Ce commerce débouche sur la création de comptoirs et la conquête de territoires. Le colonialisme prolonge ce commerce lointain. Les colonies au départ sont considérées pour la fourniture des esclaves et l'extraction brute des matières premières; toute transformation doit être faite en France. Colbert quand il définit le pacte colonial précise que les colonies ne doivent rien produire, "pas même un clou".

Dans ce colonialisme primitif, l'enrichissement rapide des bourgeoisies européennes n'entraîne pas de contradiction majeure à l'échelle internationale. Les structures sociales des pays colonisés ne sont pas entièrement détruites puisque le capitalisme en formation n'a pas atteint le stade de concentration, et de limitation des profits des marchés intérieurs, qui se traduira par l'exportation des marchandises puis celle des capitaux liée à la reproduction du mode de production capitaliste dans les colonies. Cette évolution du colonialisme primitif à des formes plus élaborées, qui se fera progressivement en Grande-Bretagne et dans les pays où le capitalisme est plus avancé, passera en France par une rupture économique et politique.

L'expansion coloniale française se est plus le fait d'une caste militaire et d'une bureaucratie d'Etat qui ont besoin pour raffermir leur pouvoir en France de compenser par des opérations de prestige leurs défaites européennes. Jusqu'en 1914, le capitalisme français est un capitalisme de rentiers et de financiers plutôt que d'industriels et d'homme d'affaires. Ce capitalisme sera confronté à la nécessité de l'expansion extérieure pour exporter ses contradictions (chômage, baisse des taux de profit, saturation relative des marchés) bien plus tard qu'en Grande-Bretagne. Les profits substantiels du capitalisme colonial seront retirés par les marchands alliés aux militaires qui garantissent un domaine réservé; les investisseurs coloniaux joueront un rôle marginal limité à quelques secteurs (coton, caoutchouc, huile, navigation maritime) et à certaines régions.

Les traits dominants de cette histoire caractériseront longtemps l'impérialisme français. L'importance des militaires, alliés aux marchands coloniaux, dans une expansion coloniale qui recherchera un prestige pour compenser les défaites économiques ou militaires de la France en Europe. Le rôle prépondérant de l'Etat dans l'organisation administrative des colonies, dans leur exploitation économique et dans la prise en charge directe des investissements coloniaux. L'importance prédominante des militaires et des fonctionnaires dans la société coloniale et dans les politiques coloniales, la reproduction de leurs privilèges devenant la justification principale des colonies.

L'impérialisme français se présente comme un impérialisme politico-militaire, mercantile, usurier.

L'impérialisme français se présente comme un impérialisme politico-militaire, mercantile, usurier peu capable de rivaliser avec les puissances dominantes britannique et nord-américaine. Le colonialisme français encourage les tendances au sous-développement de l'économie française et masque l'affaiblissement de l'Etat français. Le taux de profit des entreprises coloniales et les monopoles commerciaux favorisent les secteurs marginaux de l'économie permettant de différer l'adaptation à la concurrence internationale et de préférer la tribution des profits aux investissements productifs.

Les concurrences impérialistes sont particulièrement dans la deuxième phase et caractéristiques de la période d'industrialisation qui marque le Second Empire

fractions les plus modernistes du capital industriel et bancaire sont engagées dans les aventures extérieures, rappelons notamment les Saint-Simoniens et le canal de Suez. Après la guerre de 1914, le réajustement de l'économie mondiale au profit des Etats-Unis et l'éviction des investisseurs français des marchés russes et danubiens par la révolution soviétique vont se traduire par des réorientations majeures des flux de capitaux vers les colonies. L'importance des colonies dans l'économie française va se développer sans atteindre pour autant un rôle comparable à celui de l'Amérique Latine dans l'économie nord-américaine ou du Commonwealth dans l'économie britannique.

La première période, de 1917 à 1947, est celle de l'alliance entre les mouvements communistes et les mouvements de libération nationale; cette alliance formalisée en 1920 au Congrès des peuples d'Orient à Bakou, sera confirmée au Congrès des peuples opprimés à Bruxelles en 1927. Cette période est marquée par l'ébranlement des empires coloniaux, les mouvements de population liés aux guerres. Elle est marquée par l'émergence des nouvelles formes d'organisation politiques et syndicales, par la montée d'un encadrement local dans les colonies et d'une intelligentsia qui s'autonomise. C'est aussi dans cette période que s'élabore le modèle keynésien, ou fordiste, social-libéral comme réponse à la révolution soviétique, aux luttes ouvrières, aux résistances dans les colonies et à la montée des fascismes.

La décolonisation va marquer la période 1947 à 1962. Elle commence pour l'Afrique par les massacres coloniaux dès 1945 à Sétif, en Algérie, puis en 1947 à Madagascar. C'est aussi la montée des fronts et des alliances, la naissance des partis proches du PCF, le basculement de larges fractions de la petite bourgeoisie et de la paysannerie dans les fronts de libération nationale. Les luttes de libération emblématiques sont celles de l'Indochine, de l'Algérie puis du Vietnam. La SFIO va sombrer dans le colonialisme avec l'Algérie et avec l'expédition de Suez contre l'Egypte nassérienne. Une nouvelle gauche va se former sur le refus de la colonisation, en alliance conflictuelle avec la

PCF. En Afrique Noire, les luttes se radicalisent et les manifestations se succèdent. Les milieux africains en France sont en pleine ébullition. La FEANF (Fédération des Etudiants d'Afrique Noire) participe aux luttes anti-coloniales. Une partie des dirigeants des futurs Etats africains font leurs classes dans les gouvernements et les assemblées de la IVème République; les réseaux, gaullistes et autres, commencent à esquisser la fratrie de la "Françafrique". La mobilité est très grande; Mitterrand pour créer son groupe de l'UDSR, détache Houphouët-Boigny du groupe parlementaire du PCF. Houphouët et Sékou Touré commencent à diverger bien avant le non au référendum de la Guinée. Les intellectuels africains sont mobilisés, autour des "groupes de langues" du PCF et des mouvements politiques africains mais aussi autour des revues et des libelles.

La modernisation gaulliste a été esquissée pendant la guerre. Elle tient compte de la nouvelle situation internationale définie par les accords de Yalta, à la guerre froide et à la décolonisation. Dans le camp occidental, les Etats-Unis ont conquis une position hégémonique. Ils ont subordonné les capitalismes émergents allemands et japonais, secondarisés les britanniques et marginalisés les autres. L'impérialisme français est confronté aux luttes de libération des peuples colonisés au Vietnam, au Maghreb, en Afrique et à Madagascar. Les massacres coloniaux n'y font rien et l'essentiel de la classe politique, dont la majeure partie de la social-démocratie, confrontée à une crise sociale majeure, perd son honneur à la traîne de la bourgeoisie coloniale et de sa fraction militaire.

Après 1962, l'industrialisation prioritaire et la modernisation sociale n'excluent pas le recours massif à une main d'oeuvre immigrée. La société coloniale sans disparaître a évolué, fonctionnaires et militaires se sont mués en coopérants. Une nouvelle forme d'alliance avec des bourgeoisies locales en formation connaît des succès divers. L'impérialisme français prend des formes d'exploitation indirectes mettant l'accent sur des mécanismes financiers et des institutions financières. Le conflit majeur entre les fractions archaïques liées à la domination directe (bureaucratie coloniale, sociétés commerciales, plantations) et les fractions modernistes grande industrie, banques, entreprises minières et pétrolières) tourne à l'avantage de ces dernières. La bourgeoisie française tente de se doter d'une stratégie mondiale autonome; elle tente de combiner une stratégie européenne et une stratégie néocoloniale. Mais, malgré quelques succès, les résultats ne sont guère probants; les intérêts anciens restent pesants, les rentes coloniales alimentent les réseaux et la corruption grandissante dans la société française. L'influence française, en dehors de quelques succès d'estime ne convainc pas, elle reste cantonnée dans les déclarations velléitaires; la diplomatie française finit toujours par se rallier au grand frère états-unien.

L'influence française, en dehors de quelques succès d'estime ne convainc pas, elle reste cantonnée dans les déclarations velléitaires; la diplomatie française finit toujours par se rallier au grand frère états-unien.

Les luttes sociales et idéologiques des années soixante-dix vont achever le rêve gaulliste d'une indépendance impériale. Pompidou redéfinit un impérialisme aux dimensions du capitalisme français. La coopération s'éloigne des objectifs à long terme pour privilégier la rentabilité immédiate des affaires. La concurrence commerciale et les exportations retrouvent une place prépondérante; les ventes d'armes définissent la coopération militaire. Avec Giscard d'Estaing l'impérialisme français s'inscrit dans une dépendance acceptée. Le capitalisme français recherche le soutien des capitalismes américains et ouest-allemands et des institutions internationales. Il n'hésite pas à faire intervenir ses troupes pour assurer la gendarmerie impérialiste dans sa zone.

La période de 1962 à 1977 pourrait être qualifiée comme celle du non-alignement. C'est une période d'intenses contradictions. Les nouveaux Etats ne sont pas stabilisés. C'est une période d'espoirs et d'initiatives. Des alliances considérées comme progressistes, mêlant des militaires, des syndicalistes, des secteurs des petites bourgeoisies, intellectuels et fonctionnaires accèdent au pouvoir. En Guinée, au Ghana, au Mali, au Sénégal, en Tanzanie, au Congo pour citer des équipes se réfèrent à un modèle de développement d'indépendance nationale. Leur échec sera lié à des causes multiples.

Elles sont bien sûr confrontées à la déstabilisation et aux coups d'état suscités par les puissances pas si anciennement coloniales. Mais, il ne faut pas oublier les erreurs internes. Ces équipes sous-estiment la paysannerie et l'importance des pouvoirs traditionnels; elles ignorent superbement les libertés et la démocratie. Deux ans avant sa mort, un des sages de l'Afrique, Nyerere considérait que sa principale erreur était d'avoir théorisé le parti unique pour l'Afrique. Alors que le non alignement marque des points au niveau international, en Asie avec la défaite américaine au Vietnam, et avec les deux chocs pétroliers de 73 et 77, la décolonisation africaine est en pleine crise. L'Afrique australe et les pays lusophones sont toujours colonisés, le Congo de Lumumba est ravagé, la guerre du Biafra met en place les nouvelles représentations des conflits ethniques. En France, il y a de nombreux facteurs nouveaux. Le conflit sino-soviétique se traduit particulièrement dans la FEANF; une immigration ouvrière africaine se développe; les coopérants permettent la mise en place des nouveaux régimes. En 1968, il y n'a pas eu que la France, il y a eu aussi les mouvements au Mexique, au Sénégal, en Côte d'Ivoire; sans oublier le mouvement de la jeunesse américaine pour la paix au Vietnam. Une nouvelle génération de cadres africains va se former dans le mouvement des années soixante-dix.

Nombreux sont ceux qui n'ont pas partagé l'euphorie de cette période qui a suivi les indépendances. Parmi d'autres, la lutte armée de l'UPC et l'engagement direct de la France dans la répression les ont alertés. Ils ne sont pas attirés par les mirages du pouvoir et voient avec effarement la course aux postes et les reniements. Mongo Beti, par exemple, dédie un de ses livres à un des nouveaux militants, "A Diop Blondin, assassiné dans les geôles d'un dynaste d'Afrique. Afrique marâtre trop fertile en tyrans mercenaires". Une revue comme PNPA, de 1978 à 1991, inlassablement, est venue rappeler dans les périodes les plus noires, que l'Afrique continuait de résister. Elle répondait à l'outrance de la domination, du mépris par l'indignation et la colère.

La reconquête néolibérale, de 1977 à 1995, s'appuie sur la crise de la décolonisation. Celle-ci trouve ses fondements dans la domination renouvelée par le Nord et la nature de l'économie mondiale, l'échec des régimes issus de la décolonisation, l'échec de la construction de ce que Samir Amin appelle le soviétisme. Elle s'appuie sur une gestion agressive et criminelle de la crise de la dette. Le front des non-alignés s'est effondré et, une dizaine d'années après, en 1989, c'est au tour de l'Union Soviétique. La mondialisation se traduit par l'ajustement de chaque société au marché mondial; par la montée des inégalités entre le Nord et le Sud et dans chaque pays, par la précarisation dans les sociétés du Nord et le développement de la pauvreté dans les pays du Sud. La reprise en mains n'est pas seulement économique, elle est aussi militaire. La France, surtout giscardienne, s'est fait une spécialité de l'envoi de ses parachutistes pour soutenir les régimes en danger. En Afrique même, les indépendances des colonies portugaises et de l'Afrique Australe ouvrent de nouvelles perspectives. La victoire de l'ANC en Afrique du Sud, en 1993, met fin à la colonisation dans le continent et ouvre une nouvelle période.

Mais, les tentatives de démocratisation s'enlisent, les guerres se multiplient; le génocide au Rwanda montre jusqu'où peuvent entraîner les manipulations des représentations ethniques. L'embrasement de l'Afrique des grands lacs déstabilise le continent. Une image d'une Afrique marginalisée et à la dérive s'impose dans les représentations internationales; on en saisit mal les tenants et les aboutissants. L'Union Européenne a subordonné ses rapports avec l'Afrique à l'ouverture à l'Europe de l'Est d'une part, et à la logique de l'Organisation Mondiale du Commerce de l'autre. En France même, la victoire de la gauche en 1981 avait donné quelques espoirs alimentés par les discours de Cancun sur le Sud. Mais il a fallu se rendre à l'évidence, la continuité des intérêts et des réseaux a vite repris le dessus, et les déclarations de La Baule sur la démocratisation n'ont même pas pu, après une décennie de déconvenues, raviver les illusions. La manière dont sont traités les sans-papiers, les délivrances de visas, les "normalisations" des foyers a malheureusement montré à quel point la France, dans son rapport à l'Afrique, reste marquée par sa culture coloniale.

La gauche sous ses différentes configurations, après quelques essais infructueux, se coule dans le moule de l'impérialisme français et en défend farouchement les avantages supposés.

La gauche sous ses différentes configurations, après quelques essais infructueux, s'est coulée dans le moule de l'impérialisme français et en défend farouchement les avantages supposés. Elle ne remet pas en cause le rapport entre capitalisme français et impérialisme, elle adapte sa politique aux deux changements d'échelle avec le capitalisme européen et le capitalisme mondial. Elle banalise et légitime un système honteux. Penser que dans l'affaire Elf en France, on a beaucoup glosé sur les bottines de Roland Dumas mais que l'on a considéré que la question du rôle d'Elf en Afrique ne devait pas être abordé, est proprement scandaleux.

Gustave Massiah

Gustave Massiah est président du CRID (Centre de Recherche et d'Information pour le Développement) et animateur de l'AITEC (Association Internationale des Techniciens, Experts et Chercheurs).

Nous publions cet article grâce à l'aimable autorisation de son auteur.

***

Notes

[1] Une version abrégée de ce texte est publiée dans le numéro spécial sur l'impérialisme des Cahiers de Critique Communiste (février 2003)

[2] CEDETIM, L'impérialisme français, Editions Maspéro, 1980.
On trouvera dans ce livre les principales références au débat sur l' impérialisme français ; des travaux sont en cours au sein du CEDETIM pour les actualiser et les renouveler

[3] Samir Amin, Alexandre Faire, Gustave Massiah, Mahmoud Hussein, La Crise de l'Impérialisme, Editions de Minuit, 1979

[4] Cedetim, L'impérialisme français, Editions Maspéro, 1980

[5] C.I.I.C.A.N., Les trafics d'armes de la France, Editions Maspéro, 1977

[6] Karl Marx à Friedrich Engels, le 8 octobre 1858.

[7] Immanuel Wallerstein, Le capitalisme historique, Editions La Découverte, 1998

La suite de ce document sera publiée dans le prochain numéro

ON ACHÈVE BIEN LES TCHÉTCHÈNES

Dopés par l'hystérie collective antiterroriste qui a suivi le 11 septembre 2001, les dirigeants russes continuent de faire le ménage dans le Caucase. Après quelques remontrances polies durant la première guerre de Tchétchénie, les états occidentaux laissent faire, tout occupés qu'ils sont, eux aussi, à "lutter contre le terrorisme".

Deux guerres en dix ans : c'est ainsi qu'on peut résumer la dernière décennie en Tchétchénie. Après un premier conflit (1994-1996) qui avait laissé le pays privé de ses infrastructures et fait environ 100 000 victimes, la Tchétchénie vit maintenant au rythme du deuxième conflit : débutée en 1999, la deuxième guerre de Tchétchénie se poursuit. Bilan : une capitale, Grozny, qui ressemble à un champ de ruines, un pays dévasté qui vit sous la menace des troupes russes, et un nombre de victimes (70 000) qui en dit long sur la dureté des combats.

Normalisation sous les bombes

Si les autorités russes parlent maintenant de "normalisation", la réalité est tout autre : sous prétexte de recherche de "terroristes", ce sont surtout pillages, arrestations arbitraires et mauvais traitements que subit la population. Le discours est pourtant bien rôdé : ***"Il ne reste aujourd'hui que quelques groupes isolés qui commettent des actes terroristes - c'est d'ailleurs la seule chose dont ils sont capables. Notre tâche est de les éliminer"*** [1]. Les éliminer : le mot n'est pas trop fort, puisque dans les charniers mis à jour, on retrouve en effet des personnes arrêtées par les forces russes, la police ou le FSB (ex-KGB). Il faut dire que si les forces russes ont aujourd'hui toute latitude pour agir à leur guise en Tchétchénie, c'est parce que la communauté internationale a décidé que c'était un conflit interne à la Russie [2]. La tarte à la crème régulièrement servie est la suivante : les Tchétchènes qui combattent les russes seraient des islamistes. La réalité semble beaucoup plus trouble. Pour preuve : l'un des preneurs d'otages du théâtre de la Doubrovka (octobre 2002), actuellement toujours en vie, se retrouve à travailler au service de presse de Vladimir Poutine [3]. Cela nous ramène directement aux attentats dans des immeubles de Moscou et de Volgodonsk (en 1999) : aucun Tchétchène n'a été reconnu coupable dans ces opérations. Au contraire, des témoignages font état de la présence de membres du FSB lors des ces actions. Un des dernières trouvailles des occupants russes est ainsi appelée le "fagot humain". La technique consiste à pulvériser à l'explosif les morts et les vivants. Avantage : l'impossibilité, ensuite, de compter le nombre de corps, quand on arrive à les retrouver. C'est ainsi que 21 personnes ont été transformées en fagots humains le 3 juillet 2002 dans le village de Meskyer Yurt. Incapable de travestir la réalité, même le gouvernement prorusse installé en Tchétchénie a été obligé de reconnaître les exactions dans un document officiel publié fin mars [4].

Pacification forcée, référendum truqué

Face à cette situation le pouvoir russe tente plus que jamais d'entamer une marche forcée vers la pacification. Dernier épisode de cette mascarade : le référendum du dimanche 23 mars, où la population a été appelée à voter pour l'appartenance "inaliénable" de la Tchétchénie à la Russie. Résultat, 96 % de voix pour (taux de participation : 85%). Selon les ONG tchétchènes et internationales, le résultat est bien différent, puisqu'elles ont évalué le taux de participation à environ 30%. Comment, en effet, expliquer ce taux de participation élevé, alors que selon Médecins du Monde, les rues de Grozny étaient désertes ce jour-là ? L'association a aussi relevé des nombreuses irrégularités dans l'organisation du vote. Ainsi, ***" à 10h00 le 23 mars, un bulletin d'information a indiqué sur une chaîne de radio qu'une file d'attente s'était formée devant le bureau de vote situé dans l'école N°7 sur la chaussée Pervomaïskaya. Cependant, arrivée sur les lieux cinq minutes plus tard, la personne ressource de MDM n'a vu devant le bureau que des gardes armés, et à l'intérieur du bureau ne votaient que 4 ou 5 personnes. En outre, un témoin direct faisant partie de la commission électorale d'un bureau de vote du quartier Staropromyslovsky a déclaré à la mission que moins de 300 personnes étaient venues voter dans ce bureau, mais qu'en fin de journée les chiffres officiels indiquaient 2185 votants. Les Tchétchènes accompagnant le chargé de mission MDM ont délibérément voté plusieurs fois dans des bureaux différents, afin de démontrer l'absurdité de l'opération."*** [5]

Le résultat officiel est pourtant une aubaine pour les dirigeants russes, et Vladimir Poutine peut ainsi déclarer : ***"Tous ceux qui n'ont pas encore déposé les armes se battent maintenant pour de faux idéaux, mais aussi contre leur propre peuple"*** [6]. Ce cirque électoral ne trompe personne, son but essentiel étant de délégitimer le président Aslan Maskhadov (élu en 1997 sous contrôle international), et non pas de mettre fin à un conflit pour lequel la Russie ne souhaite pas trouver d'issue pacifique, alors que la situation s'annonce chaque jour un peu plus juteuse pour certains lobbies russes. Alors que le conflit a déjà coûté plus de 40 milliards de dollars à la Russie, certains s'engraissent sur le cadavre. C'est ainsi que les militaires participent, entre autres, au trafic du bois et du pétrole. Le lobby militaire n'est en effet pas à plaindre : pour la première fois depuis 10 ans, le budget du ministère de la défense a été financé à 100% en 1999, et il a même obtenu une rallonge de 60 milliards de roubles (2,25 milliards d'euros) en 2000. Le conflit est aussi mis à profit par les dirigeants russes pour détourner l'attention de la population des réels problèmes, notamment économiques.

La Russie ne souhaite pas trouver d'issue pacifique, alors que la situation s'annonce chaque jour un peu plus juteuse pour certains lobbies russes. C'est ainsi que les militaires participent, entre autres, au trafic du bois et du pétrole.

Face à cette situation, force est de constater que la mobilisation en faveur des Tchétchènes est faible. Les organisations humanitaires continuent leur travail d'information dans une indifférence quasi générale. Les états occidentaux, malgré leurs belles déclarations humanistes, ne se soucient pas de l'issue du conflit. Requinqué par son attitude durant la guerre en Irak, le pouvoir russe semble aujourd'hui pouvoir continuer ses exaction sans risque aucune critique. Seule solution : que chacun apporte sa pierre à l'édifice, en informant relâche sur la Tchétchénie. On sait déjà que le rassemblement de teaux de Douarnez en 2002 cueillera la Russie comme "invité d'honneur". Sûrement une bonne occasion de rappeler l'opération de "normalisation" qui transforme la République caucasienne en cimetière.

R.M

[1] Journal télévisé de TF1, le 11 février 2003

[2] Si des structures internationales ont dénoncé les pratiques russes en Tchétchénie (Comité pour la prévention de la torture du Conseil de l'Europe, juillet 2001), les remontrances à caractère politique ont disparu : aucune allusion au conflit lors des sommets UE- Russie (mai et novembre 2002). En avril 2002, la Commission des droits de l'homme de l'ONU a refusé une résolution sur la Tchétchénie. En voyage officiel en Russie en juillet 2002, Jacques Chirac déclare quant à lui ***"qu'une réponse de nature politique [...] est engagée"***.

[3] CF : Guerre et normalisation en Tchétchénie, Le Monde diplomatique, juin 2003.

[4] CF : Le Monde, 11 avril 2003. Le rapport estime qu'il y a eu un total de 1 314 assassinats parmi la population civile en 2002.

[5] Communiqué commun Fédération Internationale des Droits de l'Homme - Médecins du Monde, 1er avril 2003.

[6] Déclaration du 24 mars 2003.

Pour aller plus loin :
Amnesty International : Fédération de Russie. Un pays sans véritable justice. (2002)
FIDH : Tchétchénie, terreur et impunité, un système organisé. (2002)
Anne Nivat : Chienne de guerre (2001)
Anna Politkovskaia : Voyage en enfer, journal de Tchétchénie (2000)

Sur la toile :
www.tchetchenie-fagot.org
tchetchenieparis.free.fr
www.amnesty.asso.fr

République de Tchétchénie

Superficie : 16 600 km2
Situation : république sécessionniste, située dans le Caucase, bordée par la Géorgie, l'Ossétie du Nord, le Daguestan et la mer Caspienne.
Population : 1, 2 million d'habitants. Tchétchènes : 58%, Russes : 23%, Ingouches : 13%.
Economie : pétrole et industries dérivées, agriculture, industrie mécanique.
Langues : tchétchène, russe

ECOSSE :

Recul en trompe-l'œil de l'indépendantisme...

Le 1er mai était journée d'élection au parlement autonome écossais. On peut dire que ces élections ont eu peu d'échos dans la presse hexagonale, et les comptes-rendus ont été succincts. Pourtant, elles sont pleines d'enseignement.

Créé en 1999, le parlement écossais dispose d'une large autonomie sur les questions de santé, d'éducation, de logements, d'environnement, de politique liguistique. 129 députés y siègent, 73 d'entre eux sont élus au scrutin uninominal majoritaire à un seul tour et 56 à la proportionnelle par liste régionale. Historiquement, c'est le SNP (parti national écossais) qui a promu cette dévolution, tout en gardant comme objectif l'indépendance, il se situe au centre gauche. Dans l'assemblée sortante, le SNP disposait de 35 sièges, ce parti avait annoncé sa volonté, s'il gagnait la majorité, de mettre en place un plan d'accès progressif à l'indépendance en organisant un referendum dans un délai de quatre ans.

Le Parti Socialiste Ecossais (SSP) qui est une alliance de différents groupes se situant radicalement sur la gauche du SNP, disposait d'un siège dans l'ancienne assemblée et avait réaffirmé lors de sa conférence annuelle que l'indépendance était un objectif pour ce parti qui a pour but une république indépendante et socialiste en Ecosse. Opposé à l'organisation d'un referendum sur la question dans un délai de quatre ans, le SSP proposait dans l'éventualité d'une majorité pro-indépendance (SNP, SSP ...) au soir du 1er mai, la possibilité d'enclencher immédiatement après un vote à l'assemblée pour s'engager sans plus attendre sur la voie de la sécession.

Suite à cette prise de position extrêmement claire de nombreux membres du SNP avaient appelé à voter SSP. Le contexte était aussi marqué par l'impopularité de la guerre néocoloniale de Bush et Blair en Irak. En Ecosse le mouvement anti-guerre était particulièrement dynamique. Bien implanté le SSP a pu, par ailleurs, s'investir dans les luttes sociales en cours (santé, pompiers,...) et dans le mouvement anti-guerre de façon déterminante ces derniers mois, récoltant ainsi un soutien public de la part de très nombreux syndicalistes appelant à voter SSP pour sanctionner la politique du Labour.

Si, par le passé, le SNP avait su profiter du soutien du célèbre acteur Sean Connery (James Bond), le SSP a su marcher sur ses traces en s'assurant le soutien public de nombreux acteurs (Ken Loach, Peter Mullan,...) Finalement, le Labour passe de 56 à 50 sièges n'échappant pas à la sanction. C'est le SNP qui perd le plus de voix, il passe de 35 à 27 députés. Les conservateurs et les libéraux démocrates limitent la casse en gardant leurs 18 et 17 élus respectifs.

Les Verts semblent avoir capté une partie importante des déçus du Labour et du SNP puisqu'ils passent de 1 à 7 sièges. Mais le SSP tire très bien son épingle du jeu puisqu'il occupe 6 sièges au lieu d'un. Notons qu'une exclue du SNP, Margo MacDonald, proche du SSP sur bien des sujets, est réélue et siègera en indépendante.

Le SSP a en tout reçu l'appui de 128.000 électeurs avec un programme axé autour de concepts que ce parti défend sans complexe " Indépendance, socialisme, internationalisme " décliné sous forme de propositions concrètes en rapport avec la vie quotidienne. Le SNP n'a pas su attirer à lui le vote prolétaire, il apparaît à beaucoup comme un parti " établi ", dont la pratique tranche peu avec celle du Labour.

Cette tendance à sanctionner la sociale-démocratie et à fourrer dans le même sac ses alliés est un comportement électoral qui semble donc commun à beaucoup de citoyens européens. Ceux qui essaient en Bretagne de nous présenter dès aujourd'hui une alliance avec le PS comme un objectif au 1er ou au 2ème tour des " régionales " de 2004 ferait bien d'y réfléchir.

L'avenir est à ceux qui sauront présenter une véritable alternative démocratique basée sur la reconnaissance du droit du peule breton à l'autodétermination et sur le partage des richesses tout en restant en rupture avec la canaille sociale-démocrate. Au vu des forts taux d'abstention, il y a un espace à occuper.

C'est ce que fait le SSP en Ecosse depuis 1998, il commence à en récolter les fruits. Cinq de ses six élus sont des femmes, elles ont une longue expérience d'activistes, nul doute qu'elles sauront transformer l'essai en se servant du parlement comme d'une tribune pour les revendications populaires. Dès la cérémonie de prestation de serment des nouveaux élus à la couronne, elles ont juré (contraintes !) la main levée après avoir inscrit sur leurs paumes " Ar y oath is to the people ", c'est-à-dire " Mon serment appartient au peuple ! ". Cela a provoqué un beau tollé. Cela promet !

Malcom MacLeod

Et au Pays de Galles ?

On votait également le 1er mai pour renouveler les élus du Parlement Gallois qui a des compétences limitées aux domaines linguistique, au développement économique, à l'éducation et à la santé. Des compétences moins développées que celles du parlement écossais.

Sur 60 élus, le Labour Party en possède désormais 30 (+2). Pour gouverner, il aura donc besoin de la voix de John Narrek. Le Plaid Cymru, qui correspondrait à l'UDB en plus nationaliste, perd 5 sièges et se contentera de 12 élus. Les conservateurs et libéraux démocrates se partagent le reste des sièges.

D'autres formations concouraient, mais elles n'ont pas passé la barre des 8% qui leur aurait assuré une représentation, c'est le cas, notamment, du Parti pour l'indépendance du Pays de Galles (Cymru Annibynnol) et de la Welsh Socialist Alliance. Après ces décevants résultats, une crise a éclaté au Plaid Cymru et les appels à la création d'une force regroupant sur la gauche de ce parti les différents républicains, écolos et socialistes se multiplient.

G.R.

Plus d'informations et d'analyses sur www.serencymru.org

MINI-DICOS, UNE AFFAIRE QUI MARCHE

Après le mini- dico breton- français / français-breton sorti il y a un an et qui s'est déjà vendu à plus de 10 000 exemplaires, Yoran Embanner continue sur sa lancée.

Suite au premier mini- dico, Yoran Embanner a décidé d'agrandir sa gamme. Il a notamment trouvé un accord avec Scola Corsa, et c'est ainsi qu'il a travaillé avec deux traducteurs (Marcellu Acquaviva et Santu Massiani) afin de produire le mini- dico corse- français (tirage : 10 000 exemplaires).

Dans le même ordre d'idée, et suite au succès du premier dictionnaire, l'éditeur propose aussi deux nouveaux dictionnaires : breton- allemand et breton- anglais. Chacun sera tiré dans un premier temps à 4 000 exemplaires. Le travail de recherche et de traduction a été réalisé par David ar Rouz pour l'anglais, et par Gwenn Oster pour l'allemand, la mise en page étant assurée par Kuzul ar brezhoneg. Le principe reste le même : pour un prix modique (6 euros), un total de 8 000 entrées, la phonétique. Chaque dictionnaire se veut aussi le témoin de la modernité des langues dites minoritaires, démontrant qu'on peut bien parler d'ordinateur ou de micro-ondes en breton ou en corse. Dans l'esprit de l'éditeur, c'est aussi la volonté de démontrer que ces dictionnaires sont autant d'outils au service de différents peuples luttant pour leurs droits inaliénables, parmi lesquels le droit de parler leur langue.

L'éditeur ne compte évidemment pas s'arrêter là. Dans es cartons, différents projets qui devraient voir le jour en 2004. Outre la réédition du dictionnaire breton- français, deux nouveautés : alsacien- français et savoyard- français. Au programme aussi, deux livres politiques : l'étude de Lionel Henry sur le MOB, et un ouvrage de Marcel Texier, intitulé "La Bretagne aura le dernier mot".

Les mini-dicos sont en vente en Bretagne depuis la mi-juin. On les trouvera aussi sur les différents festivals de Bretagne durant l'été. Chaque exemplaire : 6 euros.

La Fabrique de la haine - Contre la logique sécuritaire et l'apartheid social - Collectif - éditions L'Esprit frappeur - 236 pages - 4 euros

Au départ, la Fabrique de la haine est une pétition, lancé après l'acquitement (le 28 septembre 2001) du policier Hiblot qui avait tué d'une balle dans la nuque le jeune Youssef Khaïf en 1991. Suite à cet événement, différentes personnes (enseignants, chercheurs, écrivains, militants associatifs, etc). Ceux-ci décidaient de [illegible] afin de dénoncer la logique g[illegible]naire de "l'insécurité", notamment les fameux "experts" mais aussi [illegible]tament programmé [illegible]es anciennes [illegible]lidarités, notamment dans les [illegible]tiers de relégation sociale.

Cet ouvrage est un recueil de textes : recherches sociologiques, historiques, textes de fiction, coups de gueule. C'est, à la finale, l'exploration de 25 ans de ce que les auteurs appellent "une contre-révolution intellectuelle", qui, en réprimant toujours plus les "petits", laisse les "grands" (et particulièrement les délinquants financiers) continuer à mener une vie paisible, à l'écart des prétoires. Un livre qui correspond aux tendances de fond que nous avons déjà dénoncées dans Combat Breton. mais il est vrai qu'aujourd'hui, le marché de la sécurité assure surout la sécurité du marché.

R.M

Al Lanv, niverenn 100 - 68 pajenn - 7,5 euro

23 bloaz war-lerc'h he c'hrouidigezh e lid ar gelaouenn Al Lanv he niverenn 100.

Er pennadstur e tispleg skipailh ar gelaouenn penaos eo bet krouet, ha gant peseurt spered. Un digarez eo ivez da drugarekaat an holl re o deus kemeret perzh e buhez ar gelaouenn abaoe ma'z eo bet krouet. Enni e kaver ivez disoc'h ar c'houlennaoueg bet embannet gant Al lanv un nebeud mizioù' zo. A bep seurt pennadoù a gaver ouzhpenn : pennadoù-kaoz gant tud SLB ha reoù Diwan, keleier ar bed (Bro Gembre, Kuba) hag a bep seurt traoù diwar-benn al lennegezh. Menegomp ivez ur barzhoneg ("Galv disoñjet d'ar peoc'h") savet gant Per Denez.

Al Lanv zo e gwerzh e stalioù ar vro pe dre goumanant (28 euro ar bloaz). Evit gouzout hiroc'h :

Al Lanv
59 hent Kerdronioù Vihan
29000 Kemper

Lavar 15 embannet gant Preder - 536 pajenn - 25 euro

Lavar 15 a c'hoarvez a bemont studienn o plediñ gant tachennoù ken diseurt hag ar verdeadurezh, an dareulerezh, an diougonerezh, al lennegezh, ar c'hoariva, al livouriezh, an istor, an darvoudoù kempred.

Er renk kentañ avat emañ ar brederouriezh, ar c'hramadeg hag ar geginouriezh.

Tri fennad hir a ziskler savlec'hiadoù Hannah Arendt e-keñver an niñvañ, gwirioù mab den hag ar skiant voutin. Amkan notennoù all eo dezrannañ arlakadenn an nadiñ rummel gant Husserl, geneliezh ar me hervez Anna Freud ha Melanie Klein, meizadoù ar c'hantouezañ e preder Nishida ha Merleau-Ponty, an darempredoù etre jedoniourion ha prederourion a-

zivout an anvevenn.

Pemp Notenn c'hramadegel a ra war-dro ar rakgerioù, ar c'hevarzhelloù, ar ger mell, an troadelloù verbel, ar plegadoù verbel hag anvel, an araogennoù graetanvet "displeget", an troiennoù idiomatek, h.a.

En niverenn-mañ e stager da studiañ alejerezh ar boued hag an hevlezouriezh. Gouestlet eo an teir Notenn Geginouriezh kentañ d'an traolioù, listri ha binvioù, ha da lies modoù ar poazhañ.

Digor eo bet adarre Lavar d'an dasselladoù ha d'ar prederiadoù war gudennoù hon amzer : keñverioù Diwan gant "kefredourion organek" ar Republik, kemplezh Caliban Breizhiz 'zo, emell ar grouerion er gevredigezh keodedel...

En ur Gerva brezhonek-gallek(-alamanek-saoznek) ha gallek-brezhonek a ouzhpenn 100 pajenn emañ dastumet an termenoù predeouriezh, diskiblezhioù al lavar ha skiantoù an den arveret e Lavar 10 ha Lavar 15.

Embannadurioù Sav-Heol

Ouvrages non disponibles en librairie, uniquement sur commande:

Troit e brezhoneg 2003, exercices et corrigés. Livret double (2 x 24 pages) basé sur les 38 leçons de Ni a gomz brezhoneg. Le premier cahier contient plus de 1570 phrases en français à traduire en breton; dans le second figure la traduction en breton de tous les exercices. 9,15 euros.

Mil ha kant lavarenn, explications grammaticales, exercices de traduction et corrigés. Livret consacré à l'étude de la phrase complexe et des subordonnées. 12 euros.

Kelenn d'an deraouidi. Un cahier de 40 fiches pour enseignants, destinées à favoriser l'activité orale en cours, et à faciliter le travail de préparation de l'enseignant. 7,60

Brezhoneg diouzhtu. Livret trilingue, breton-anglais-français. Phrases simples à utiliser en situation. 2,30

Kemmadur ha plijadur. Cahier d'exercices de 28 pages pour revoir l'emploi des mutations. 6,30 euros.

Lavaroù ha krennlavaroù (divyezhek-bilingue). Dictons et proverbes aident à l'étude de la langue, comme le prouve ce recueil. Réédition augmentée, portée à 860 proverbes. 8 euros.

Kanaouennoù brezhonek. Paroles de 20 chansons parmi les plus populaires, de "Tri Martolod" à "Bro Gozh Ma Zadoù". 3,90 . Les 2 cassettes pédagogiques pour apprendre les airs: 4,60 euros.

Textes en breton simple pour débutants. Présentation du vocabulaire, notes grammaticales et questions pour la pratique orale ou écrite :

Erwan Lagadeg, soner piano. Un musicien du Goelo rencontre une Irlandaise dans l'avion venant de New-York. 6, 20 euros.

Ur voutailh war an traezh. 12 brefs récits, du policier à la science fiction. 6,20 euros.

Naoned, Senegal. 11 récits pour étudiants plus avancés. 6,20 euros.

Nevez embannet

Poelladennoù reizhet. Les exercices corrigés de la méthode. 6,90 euros

Etre bourd ha fars. Le livre des histoires drôles en breton. 3,9 euros.

Liv an amzer. Geriaoueg an amzer. Le vocabulaire du temps. Bilingue. 38 pages. 6,90euros.

Gwellaat a ran ma brezhoneg. Memento du bretonnant. Les erreurs de langage les plus courantes chez les néobretonnants (verbes, prépositions, etc). Nouvelle édition augmentée de 48 pages. 7,90 euros.

Embannadurioù Sav-Heol
74 bis, straed Sant Brieg
35000 Roazhon
Breizh
02 23 46 70 73

L'été sur TV Breizh

Festivals

Le samedi ou le dimanche soir, le prime time sera consacré à sept des festivals les plus importants de Bretagne :

- samedi 13 juillet à 20h50 : Kann al Loar
- dimanche 20 juillet à 20h50 : Les Vieilles Charrues
- samedi 26 juillet à 20h50 : Le Festival de Cornouaille
- dimanches 3 et 10 août à 20h50 : Le Festival Interceltique
- samedi 9 août à 20h50 : Le Festival du Bout du Monde
- samedi 16 août à 20h50 : Fête du Chant de Marin à Paimpol
- dimanche 17 août à 20h50 : La Saint-Loup

Diffusion en direct (ou en léger différé) à 20h50, rediffusion le lendemain à 13h50.

Tous les lundis à 19h20 : Le Journal des Festivals (rediffusion le soir même vers 22h45 et le mardi à 12h30).

Tous les mercredis et tous les samedis à 19h20 : Bretagne à la Folie. Ce magazine dévoile une Bretagne que seuls les gens du coins connaissent. (rediffusion le soir même vers 22h45, le jeudi à 12h30 et le vendredi à 15h30 / rediffusion du samedi : le soir même vers 22h45, le lundi à 15h30 et le mercredi à 12h30)

Tous les jeudis à 19h20 : Bretons du tour du Monde. Parce qu'on ne se lasse jamais de revoir les aventures de nos jeunes reporters envoyés aux quatre coins du monde, TV Breizh rediffusera pendant les 2 mois d'été les meilleurs moments de la saison 2002-2003.(rediffusion le soir même vers 22h45, le vendredi à 12h30 et le mercredi à 15h30)

Tous les dimanches à 12h30 : Tro War Dro, magazine d'informations en langue bretonne (rediffusion le soir même vers 22h45 et le lundi à 12h30)

Les documentaires

Durant les deux mois d'été, ils sont programmés tous les jours, 7 jours sur 7, de 18h00 à 19h00.

- Cycle "Mémoires de Bretagne" avec Album de Famille de 1900 à 1936 (le 23 août) et de 1937 à 1960 (le 30 août) de Roland Savidan.

A venir

Le Kenavo Bar

Ca y est, TV Breizh tourne la première sitcom bretonne, avis aux amateurs! L'histoire se déroule dans un bar, les personnages sont bien typés, le patron est un baba cool à peine recyclé, sa fille rêve d'être l'inverse, la serveuse est une motarde, le concessionnaire auto plein aux as frime, et les bons mots fusent... Diffusion prévue à la rentrée 2003.

Les prisonniers coloniaux

Entre 1940 et 1944, près de 70 000 prisonniers de guerre originaires des colonies sont emprisonnés en France, dont une grande partie en Bretagne. A la Libération, alors que certains d'entre eux avaient rejoint les rangs des Forces Françaises de l'Intérieur, les voilà contraints de quitter le sol français précipitamment. 1 700 tirailleurs sénégalais doivent ainsi quitter Morlaix pour Dakar en novembre 1944, sans que leurs pensions ne leur aient été payées. L'histoire se terminera à Dakar, dans un bain de sang....

TV Breizh a décidé, en collaboration avec la réalisatrice Violaine Dejoie-Robin et l'historienne Armelle Mabon, de réaliser un documentaire de 52 minutes sur cette page d'histoire trop vite oubliée, jamais racontée au grand public.

Diffusion 1er semestre 2004.

Guerre et terrorisme arménien, par Gaidz Minassian, PUF, 20 euros

Journaliste au Monde.fr, Gaidz Minassian nous livre en 275 pages l'histoire, l'action, la pensée de la Fédération révolutionnaire Arménienne (le parti Dachnak) fondé en 1890 qui joue encore un rôle important dans l'Arménie actuelle. Répression, débat lobbying diplomatique, action clandestine toutes les pratiques et dérives de ce parti sont évoquées avec rigueur, tout en s'attardant aussi longuement sur les autres composantes di mouvement de libération nationale arménien. Du génocide de 1915 commis par l'état turc à l'avènement de l'Arménie moderne, l'auteur nous dévoile aussi l'histoire de toute une nation. Nul doute que les lecteurs et les lectrices de " Combat breton " trouveront dans cet ouvrage matière à réflexion.

GR

Les marxistes et la question nationale (1848-1914) Georges Haupt, Mickaël Löwi, Claudie Weill Editions de l'Harmattan.

Cet ouvrage publié en 1974 a été réédité en 1997. Il fait le tour des débats ay sein du mouvement révolutionnaire européen sur la question nationale en étudiant les écrits (parfois évolutifs) de Marx, Engels, Léninne, Staline, Rosa Luxembourg, Kautsky, Bauer, Renner, Connoly sur cette problématique. A l'heure où une fois de plus les syndicats français se vautrent dans le culte d'une république qui est des plus inégalitaires socialement et qui nie jusqu'à l'existence des différents peuples qu'elle a assujetti, la (re)lecture de ces extraits nous rappelle quelques " fondamentaux ". Notamment que le droit à l'autodétermination des peuples (concept incluant le droit à l'indépendance) est bien un acquis théorique du mouvement ouvrier et socialiste international, n'en déplaise à la bande de cocardiers chauvins qui oeuvrent à la direction du mouvement syndical hexagonal et aux révolutionnaires à 0 euros 46 qui nient ce droit au peuple breton.

Les bretons souriront sans doute en (re)découvrant les propos de James Conolly qui en 1903 fustigeait l'incohérence des...socialistes français à propos de leurs attitudes éradicatrice vis-à-vis de la langue bretonne. Comme quoi les choses ont peu évoluées.

GR

Argent public, fortunes privées - Histoire secrète du favoritisme d'Etat

Pour tous ceux qui ne se font plus d'illusions ou ne s'en sont jamais fait sur la prétendue égalité républicaine française, ce livre va les conforter dans leur opinion.

Ecrit par un journaliste du Nouvelle Observateur, cet ouvrage cortique avec l'appui de nombreux ments et références, le système transfert de la richesse publique au fit de quelques privilégiés privés Pinault, Seillière, Bernard Arnaud, Lagardère, Francis Mer... On apprend ainsi comment ces chantres du libéralisme et de la déréglementation, ces pourfendeurs des gaspillages de l'Etat doivent en grande partie leur richesse grâce à l'argent de cet Etat. C'est à dire des impôts que nous versons tous, soit directement, soit indirectement. Subventions critiquables, investissements publics malheureux, montages fiscaux sophistiqués, opérations boursières mystérieuses ou décisions " politiques " étranges : chaque jour, des milliards disparaissent mystérieusement des caisses de l'Etat français.

Mais il montre aussi en les nommant, le rôle clé de certains experts, de hauts fonctionnaires des finances, de la police, de la magistrature et de l'ensemble des services de l'Etat, de membres de ce que l'on appelle la classe politique, de journalistes et médias, d'intellectuels parisiens médiatiques tel BHL, dont l'indépendance et l'honnêteté s'arrêtent au nombre de billets ou d'avantages qui peuvent leur être proposés. Au moment ou ces mêmes privilégiés accélèrent le mouvement afin d'imposer des réformes totalement anti-sociales, ce livre est un outil de critique pour toutes celles et ceux qui refusent un monde basé sur la loi du plus fort ou des plus mafieux.

En conclusion cet ouvrage pose le problème fondamental du contrôle des décisions et des choix politiques. De la démocratie tout simplement.

E.B

Tri Bleiz Die : the next generation

Dizoloeo bet ar strollad Tri Bleiz Die e 1999 gant ur bladenn arc'hant anvet " Disuj ". Evit ar wech kentañ e oa ur strollad o kanañ e brezhoneg penn da benn abaoe Storlok e fin ar bloaveziou 80. Ha dreist-holl e oa ur strollad rock o kanañ e brezhoneg.

Abaoe o deus enrollet div bladenn. E 2001 "Dalc'homp sonj". Ur bladenn nerzhus met gant ur son un tammig bihan abalamour d'an diouer a arc'hant. Met kavet o doa dija doare Tri Bleiz Die : ur strollad eus Breizh o kanañ e brezhoneg ur seurt "hard kore keltiek" gant komzoù politikel. Ar c'hontrol eus strolladoù 'zo, sañset ober sonerezh rock Breizh kwa.

Ar bladenn ziwezhañ anvet "Arabat dekoniñ memestra" a gadarna ar fed ez eo ur strollad bras. Hag ar wech-mañ ez eus son kreñv ganto. Hag atav ha muioc'h c'hoazh komzoù politikel diwar-benn Breizh. Luc'hskeudenn ar c'hodellig a ziskouez mennozhioù ar sonerien evit an demokratelezh, an aferioù sokial hag an ekologiezh.

Neuze ur bladenn da selaou buan dre ret. Hag ivez da welout en abadenn ken leun a startijenn hag hegarat e vezint.Ma karit kaout muioc'h a ditouroù kit war www.tribleizdiz.com.

[Festivals]

Carhaix : Les Vieilles Charrues, 18-20 juillet
Pretenders, Renaud, Carlos Nunez, REM, Massilia Sound System, etc
www.vieilles-charrues.com

Crozon : Festival du bout du monde, 9-11 août
avec Ibrahim Ferrer, Salif Keita, Celtas Cortos, Manu Chao
renseignements : 02 98 27 00 32
www.festivalduboutdumonde.com

Guérande : Festival celtique, 6-10 août
renseignements : 02 40 24 96 71

Malestroit : Au pont du rock, 26 juillet
Ska-P, La Tordue, Skunk, etc
renseignements : 02 97 73 76 91
www.aupontdurock.com

Quimper : Festival de Cornouaille, 19-27 juillet
Ensemble national de Grozny, Gilles Servat, Simple Minds, etc
renseignements : 02 98 55 53 53
www.festival-cornouaille.com

[Amzer]

Gallout a reer s[illegible]ut ouzh an amzer e Europa e brezhoneg war al lec'hiennmañ:
www.theyr.net

[Dizolo war ar rouedad]

Kit da lenn niverenn nevez ar gazetenn enlinenn war lec'hienn ar greizenn Dizolo !
http://dizolo.free.fr/bzhg/kazbzhgdrebost1.htm

Dizolo
Kreizenn bedagogel liesvedia Skeudenn Bro Roazhon
23, straed Pierre Martin
35000 Roazhon
Pgz : 02 99 51 54 96
Postel dizolo@wanadoo.fr

[Staj brezhoneg]

Stage de breton du 4 au 8 août à Plésidy. Cette formation s'adresse à tous, débutants ou confirmés.

Les cours sont basés sur la méthode d'apprentissage accélérée Oulpan. Celle-ci permet de progresser rapidement car dès les premières leçons elle met l'élève en situation de parler et lui permet d'être très vite acteur de son apprentissage.

Les cours débutent à 9 h 30 le matin et se terminent à 17 h 30. En soirée seront proposées des activités liées à la semaine de la culture et du patrimoine en pays plinn, avec des bretonnants du coin etdes veillées traditionnelles.

160 euros en tarif normal et 130 euros en tarif réduit. Repas et hébergement possibles.
Renseignements et inscriptions :
Studi ha Dudi
6 rue Sant Per
22720 Plijidi
Tél : 02.96.13.10.69.
studi-ha-dudi@wanadoo.fr

[MAB]

En 2000 et 2001, notre collectif de défense s'est opposé avec succès au projet profanateur de site départemental d'enfouissement d'ordures sur la partie nord/ nord-est du champ de l'importante bataille européenne et franco-bretonne de 1488, qui entraîna la perte d'indépendance de la Bretagne. Cette affaire a mis en lumière méconnaissance et irrespect pour l'Histoire Bretonne, qui n'est toujours pas enseignée dans les écoles des cinq départements de Bretagne.

Comment nous aider ?
En nous rejoignant par adhésion avec chèque de 30 euros (20 euros les années suivantes) à l'ordre de MAB, à l'adresse ci-dessous. (Indiquez votre nom, adresse, tél...). Vous pouvez également commander notre jeu de 12 cartes postales sur le combat contre les ordures sur le site historique Breton, ou bien notre T-shirt du Festival des Libertés Bretonnes, (Cartes ou T-Shirt : 10 euros port inclus).

Association MAB
Bel-air
35140 Gosne
tel/fax: 02.99.66.37.56
mabkuff@hotmail.com
www.multimania.com/saintaubin/

[Offre d'emploi]

Télé Ouest est une télévision régionale basée à Nantes (association loi 1901) traitant de reportages sur l'actualité sportive, culturelle, touristique et patrimoine, avec comme type de contenu : reportages, clips, interviews, documentaires, court métrages, infos régionales et locales et diffusée par Internet.

Dans le cadre de la rentrée 2003, nous sommes à la recherche de partenaires pour lancer une émission en langue bretonne et nous recherchons une personne pour présenter l'émission.

Contacter Mikael Buffard
06.15.92.57.51
mikael@teleouest.net

[Stage d'occitan]

Du 22 au 24 août, à Gap, centre culturel et municipal de Lesers
Renseignements, inscriptions :
I.E.O. Espaci Occitan deis Aups
21, charriéra de l'Estampariá
05 000 Gap
Occitània
Tél-fax: 04.92.53.98.40
espaci.occitan@wanadoo.fr

[Repas de soutien aux prisonniers politiques bretons]

Samedi 23 août 2003
A Kerziot - Plian (Pléguien -22)

Renseignements et inscription :
02.96.70.03.28

[Fête autour de la Palestine]

13 septembre 2003
MJC de Bégard
Débat et films.
Tables de presse
Le soir : repas-buffet puis fest-noz avec gourpes, sonneurs et chanteurs

[Festival de Douarnenez]

Du 16 au 23 août. Peuple invité : le peuple kurde.

Une sélection de plus de 40 films, les yeux braqués sur la Turquie, l'Irak, l'Iran, l'Arménie et la Syrie, sans oublier la diaspora kurde en Europe.

Petits déjeuners renvcontres, tables rondes et débats, musique et littératures kurdes, expo photos, ateliers et films enfants.
Festival de cinéma de Douarnenez
BP 206
20 rue du Port Rhu
29172 Douarnenez cedex
www.kerys.com/festival

Les articles, dessins, photos pour le prochain Combat Breton sont à envoyer jusqu'au 15 septembre.
Par courrier :
Combat breton - BP 70215 - 22202 Gwengamp cedex
ou par e-mail : combatbreton@wanadoo.fr

Comités de soutien aux prisonniers politiques bretons

Brest : 06.82.18.53.76

Lorient : carb@voila.fr

Guingamp : réunion tous les premiers vendredis du mois (19h30), à Gurunhuel.
Contact : 02.96.43.53.12.
e-mail : guillaume-bzh@libertysurf.fr.

Morlaix-Monts d'Arrée : réunion tous les mois. Contact au 02.98.26.61.95.

Nantes : réunion tous les 15 jours. Contact au 06.86.44.53.17.

Quimper : gilles.vial@club-internet.fr

Saint Nazaire : contact au 06.08.50.46.95.

Paris : contact au 06.24.36.66.35.

Vannes : renseignements au 02.97.46.59.42.

Carhaix : Réunion tous les derniers vendredi du mois à 19h à Ti ar Vro. Rens : 6.17.71.58.05

Coordination Anti-Répressive de Bretagne : www.prizonidi.org

Collectif de femmes : collectifdefemmes.free.fr

Kengred ha Krogad : kengred-ha-krogad@yahooo.fr

Skoazell Vreizh : www.skoazell-vreizh.org/

Pour envoyer des messages de soutien aux prisonniers voilà de nouvelles formules en plus du vendredi soir à 23h :

En téléphonant à Radio Bro (01.48.59.22.12) les 1er et 2ème samedi du mois entre 15 et 16 h (emission Startijenn)

Par mail en écrivant à Radio Bro (radio.pays@lemel.fr) et en précisant dans le sujet « Abadenn STARTIJENN - message de soutien aux prisonniers politiques bretons »

Skoazell Vreizh a besoin de vos dons

Il est grand temps de penser à aider Skoazell Vreizh.
L'urgence se fait sentir. N'oublions jamais que des familles de militants bretons emprisonnés ont besoin actuellement de votre aide.
Un geste par un chèque dans l'immédiat qui permettra à Skoazell Vreizh d'apporter le réconfort nécessaire aux familles des militants emprisonnés, ainsi qu'aux militants détenus.
Vous pouvez fidéliser votre aide en nous demandant le formulaire de prélèvement mensuel, que nous vous enverrons par retour.
Ne jamais oublier que sans Solidarité, il n'y aura jamais de Liberté.

Skoazell Vreizh. 3 straed Aristide Briand. 44350 Gwenrann.
Tél. 02.40.42.92.94. Fax 02.40.24.81.38.

Ezhomm he deus Skoazell Vreizh eus ho skoazell arc'hant

Poent-bras eo soñjal reiñ sikour da Skoazell Vreizh.
Mall-bras a zo ganeomp.
Arabat disoñjal o deus familhoù emsaverien ezhomm eus ho sikour c'hoazh p'emaint en toullbac'h er mare-mañ.
Grit un dra bennak, roit ur chekenn da Skoazell Vreizh a c'hello a-drugarez deoc'h reiñ kalon hag ar pezh a zo ret da familhoù an emsaverien vreizhat toulbac'het pe d'ar brizonidi o-unan.
En un doare reoliek e c'hellit hon sikour ivez, o c'houlenn diganeomp e vefe kaset deoc'h ar baperenn dreuzvankañ miziek.
Na zisoñjit ket. Biskoazh ne vo trec'h ar Frankiz hep ar C'hengred.

Skoazell Vreizh. 3 straed Aristide Briand. 44350 Gwenrann.
Pgz. 02.40.42.92.94. Plr 02.40.24.81.38.

Vous aussi, rejoignez Emgann!

La liste ci-dessous vous permet de rencontrer nos militants. N'hésitez pas à les contacter.

Emgann An Aire
Patrick 06.88.09.83.24.
padrig.korle@wanadoo.fr

Emgann An Oriant
Denez 02.97.05.77.27. (tél-fax)

Emgann Brest
Erwann 06.82.18.53.76

Emgann Bro Vrekilien
Lionel 06.63.58.04.00

Emgann Douarnenez
Olivier 06.67.11.63.95
bzhdieub @fuckthewar.com

Emgann Gwened
Fabrice 06.74.59.93.65.
kadoudal@wanadoo.fr

Emgann Gwengamp
Juliette 06.84.44.17.21.
emgann-gwengamp@wanadoo.fr

Emgann Kreiz Breizh
Yann 02.98.81.77.58

Emgann Montroulez - Menez Are
Didier 02.98.88.72.56.

Emgann Naoned
Eric 06.10.20.25.80
emgannnaoned@iquebec.com

Emgann Occitanie
Stefan 06.09.34.68.39
emgann.occitanie@voila.fr

Emgann Pariz
Harry 06.08.12.09.96
emgannpariz@caramail.com

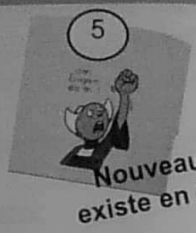
Emgann Pays de La Mée
Morvan 02.40.72.30.07
emgann_lamme@yahoo.fr

Emgann Roazhon
Lionel 06.63.58.04.00
emgannroazhon@voila.fr

Emgann Sant-Brieg
Mali 06.77.99.32.02
emgannsantbrieg@aol.com

Emgann Sant-Maloù
Gildas 06.61.34.22.47
emgannsantmalou@yahoo.fr

Ar stal /La boutique



ROCHEDIGOÙ / *T-SHIRTS*

1 Bretagne libre **13 euros**
Ecriture écrue sur fond vert bouteille
Tailles disponibles : L, XL, XXL

2 Breizh Amerika **15 euros**
Tailles disponibles : S, M, L, X, XXL

3 Gwenn ha du **13 euros**
Tailles disponibles : S, M, L, X, XL, XXL

4 Kerzhadeg 99 **9,50 euros**
Tailles disponibles : L, XL

5 Becassine Motifs en couleur
Tailles disponibles : L, XL, **XXL (nevez !)**
15 euros

ROCHEDIGOÙ / *T-SHIRTS*

10 Rod an avelioù
T-shirt bleu ou rouille impression blanche
Tailles disponibles : S, M, L, XL
16 euros

11 Gwenn ha Che
T-shirt noir impression blanche
Tailles disponibles : S, M, L, XL, XXL
15 euros

ROCHEDIGOÙ / *T-SHIRTS*

6 breizh = dazont
T-shirt noir impression rose
Tailles disponibles : M, L **15 euros**

7 Nerzh nukleel
Tailles disponibles : XL, XXL **10 euros**

8 Peuples solidaires
T-shirt noir impression blanche
Tailles disponibles : M **12 euros**

9 Breizhad on, met pareañ a reont ac'hanon
Je suis breton,mais ils me soignent
Tailles disponibles : XL, XXL

A BEP SEURT / *DIVERS*

CD Hommage à Glenmor

15,50 euros

Garde à vue :
Guide d'emploi
Breton/Français
5 euros

Tremenhent *Passeport*
8 euros

A BEP SEURT / *DIVERS*

Fanions Gwenn ha Du
80 x 120 cm : **31 euros**
55 x 90 cm : **22 euros**
37 x 47 cm : **7 euros**
27 x 37 cm : **6,50 euros**
12 x 18 cm : **3 euros**

Ecusson gwenn ha du **4 euros**
Poster Breizh Amerika 500 ans
61 x 41 cm **4,50 euros**
Poster Glenmor **6 euros**
Poster Code Paysan **3 euros**
Pin's Triskell **3 euros**
Pin's Croix celtique **3 euros**
Briquet Bécassine **2,30 euros**

PEGSUNIOÙ / *AUTOCOLLANTS*

BZH pour plaques minéralogiques
1,60 euro

Avel ar frankiz Ø 10 cm **1,50 euro**

BZH bihan 5,2 x 3,2 cm **0,75 euro**

BZH bras 14,7 x 9,2 cm **1,50 euro**

Gwenn ha du bihan 5,5 x 3,5 cm
0,75 euro

Gwenn ha du bras 13,8 x 8,9 cm
1,50 euro

BON DE COMMANDE ***(à découper ou à recopier sur papier libre)***
Et à retourner accompagné de votre règlement à War Raok Bepred - Ti nevez - 22390 Boulvriag

Description	Taille	Quantité	Prix unitaire	Prix total

Total (hors frais de port)	
Frais de port	3 euros
Total	

ANV HA CHOMLEC'H / *NOM ET ADRESSE*

Libellez votre chèque à l'ordre de War Raok Bepred